



# Rapport annuel 2025-2026



# Table des matières

<u>Table des matières</u> .....	3
<u>Remerciements</u> .....	4
<u>Liste des acronymes</u> .....	5
<u>Portrait d'Ex aequo</u> .....	8
<u>Ex aequo en chiffres</u> .....	8
<u>Mot du président et de la directrice générale</u> .....	9
<u>Mobiliser</u> .....	11
<u>Nos principales mobilisations cette année</u> .....	12
<u>Participer</u> .....	23
<u>Comités</u> .....	23
<u>Actions des Ambassadeurs liées au recrutement de nouveaux membres</u> .....	28
<u>Éducation populaire</u> .....	29
<u>Défendre</u> .....	31
<u>Ex aequo solidaire</u> .....	32
<u>Soutien à la militance</u> .....	34
<u>Santé et services sociaux</u> .....	35
<u>Habitation</u> .....	40
<u>Vie municipale</u> .....	44
<u>Transport</u> .....	47
<u>Parentalité</u> .....	50
<u>Sécurité alimentaire</u> .....	53
<u>Le service Oxili au quotidien</u> .....	55
<u>Communiquer</u> .....	61
<u>Administrer</u> .....	70
<u>Un conseil d'administration déterminé et engagé!</u> .....	73
<u>Un petit retour en image de l'année 2025-2026!</u> .....	74

---

## Remerciements

Ex Aequo ne pourrait accomplir sa mission sans la contribution financière de:



**Centraide**  
du Grand Montréal

**Québec** 

**Merci !**

---

## Liste des acronymes

- AAC : *Accelerating Accessibility Coalition* (Coalition pour accélérer l'accessibilité)
- AAD : allocation autonomie à domicile
- ACEF : Association coopérative d'économie familiale
- ADCD : agent de défense collective des droits
- AHN : *Accessible Housing Network* (Réseau pour le logement accessible)
- AGRTQ : Association des groupes de ressources techniques du Québec
- ARTM : Autorité régionale de transport métropolitain
- ARUTAQ : Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec
- AU : accessibilité universelle
- ASDCM : Association des sociétés de développement commercial de Montréal
- BANQ: Bibliothèque et archives nationales du Québec
- CAAU : Comité associatif en accessibilité universelle
- CAQ: Coalition avenir Québec
- CCR : Centre communautaire Radisson
- CDPDJ: Commission des droits de la personne et de la jeunesse
- CDPQ : Caisse de dépôt et placement du Québec
- CES : Chèque emploi-service
- CHSLD : centre d'hébergement de soins de longue durée
- CISSS : centre intégré de santé et de services sociaux
- CIUSSS centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
- CLSC : centre local de services communautaires
- COLOC : Coalition large contre le logement cher
- CMM : Communauté métropolitaine de Montréal
- CODDPSH : Collectif d'organismes pour la défense des droits des personnes en situation de handicap
- COPHAN : Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
- CRACH : Collectif de Recherche et d'ACtion sur l'Habitat
- CRE : Conseil régional en environnement
- CSN : Confédération des syndicats nationaux
- CSQ : Centrale des syndicats du Québec
- DPJ: Direction de la protection de la jeunesse
- EÉSAD : entreprise d'économie sociale en aide à domicile
- FOHM : Fédération des OSBL d'habitation de Montréal
- FRACA : Front régional d'action communautaire autonome
- FRAPRU : Front d'action populaire pour le réaménagement urbain
- FSAC : Fédération des syndicats de l'action collective



## Liste des acronymes (suite)

- GALOPH : Groupe d'accélération pour l'optimisation du projet de l'hippodrome
- HLM : habitation à loyer modique
- MÉMO-Qc : Moelle épinière et motricité Québec
- MÉPACQ : Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
- MMF : Marche mondiale des femmes
- MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
- OCPM : Office de consultation publique de Montréal
- OMHM : Office municipal d'habitation de Montréal
- OPHQ : Office des personnes handicapées du Québec
- OSBL : organisme sans but lucratif
- PAAC : Programme d'aide à l'accessibilité des commerces
- PAD : Programme d'adaptation de domicile
- PDG : présidente-directrice générale
- PHAQ : Programme d'habitation abordable Québec
- PIMO : Promotion intervention en milieu ouvert
- PL : projet de loi
- PPMADR : Projet de plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé
- PSH : Personnes en situation de handicap
- PSL : Programme de supplément au loyer
- PUM 2050 : Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 de Montréal
- RAAMM : Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain
- RAANM : Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal
- RAPSIM : Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
- RBQ : Régie du bâtiment du Québec
- RMM : Règlement pour une métropole mixte
- RODCD : Regroupement des organismes en défense collective des droits
- ROPASOM : Regroupement des organismes pour aînées et aînés du Sud-Ouest de Montréal
- RUTA : Regroupement des usagers du transport adapté
- SACAIS : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
- SAD : soutien à domicile
- SCAEC : Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne
- SDC : Société de développement commercial
- SDIS : Service de la diversité et de l'inclusion sociale
- SEIZE : Solidarity Economy Incubation Zone (for Entrepreneurs)



---

## Liste des acronymes (suite)

- SHQ : Société d'habitation du Québec
- SPSPO : Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle
- STM : Société de transport de Montréal
- TA: transport adapté
- TCRPAM : Table de concertation régionale sur les personnes proches aidantes de Montréal
- TROVEP : Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire
- UQÀM : Université du Québec à Montréal
- UQTR : Université du Québec à Trois-Rivières
- UTTAM : Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades



---

# Un organisme qui marque et se démarque

## Portrait d'Ex aequo

Fondé en 1980, Ex aequo est un organisme montréalais qui se consacre à la promotion et à la défense des droits des personnes ayant une déficience motrice. Nous faisons la promotion de l'accessibilité universelle comme moyen de rendre possible l'inclusion sociale.

Les différentes facettes de l'inclusion défendues par Ex aequo sont le transport, la vie municipale, la santé et les services sociaux, l'habitation, la parentalité, l'action citoyenne et la sécurité alimentaire.

La promotion et la défense des droits chez Ex aequo se réalisent par des activités par et pour les membres qui peuvent prendre différentes formes : information, formation, sensibilisation, représentation, concertation, mobilisation et dénonciation.



---

## Ex aequo en chiffres

- 124 membres
  - 56,5 % sont des femmes
  - 38,5 % sont des hommes
  - 5 % sont d'un autre genre
  - 6,5 % ont entre 18 et 34 ans. 51 % ont entre 35 et 64 ans. 42,5 % ont plus de 65 ans.
  - 85,5 % de nos membres le sont depuis plus de 3 ans !
  - 48,5 % sont membre depuis plus de 9 ans !
  - 11 personnes composent l'équipe de travail
  - 6 thématiques de défense collective des droits
-

# Mot du président

## Ex aequo se mobilise contre la marée de droite!

Notre année 2025-2026 a été une année de transition pour Ex aequo. Marie et Yves, notre ancienne directrice générale et notre ancien adjoint administratif et comptable, ont quitté Ex aequo pour une retraite bien méritée. Hugo, notre nouveau directeur général et ancien agent de défense collective des droits au dossier Santé et services sociaux, s'est saisi de son nouveau mandat pour faire face à une ère politique inquiétante pour les personnes en situation de handicap.



De nouvelles personnes se sont aussi jointes à l'équipe : Philisemène a repris le rôle qu'Yves a quitté, Sarah a remplacé Hugo dans son ancien dossier, Éloïse s'est ajoutée à l'équipe d'Oxili et Claude Maxime, unE de nos militantEs, prend le relai de Marie au dossier Transport, dont elle s'occupait en plus de la direction générale. Grâce au travail de préparation que Marie, Yves et le conseil d'administration d'Ex aequo avaient accompli ainsi que la diligence d'Hugo, cette transition s'est déroulée avec grâce. C'est une bonne chose, vu l'ampleur des défis auxquels nous devons faire face.

Plusieurs enjeux préoccupants ont marqué la dernière année. La flambée du coût de la vie a un impact prononcé sur les personnes en situation de handicap, entre autres sur notre sécurité alimentaire. Ex aequo publiera d'ailleurs sous peu un imposant rapport de recherche sur la question. La CAQ nous a aussi imposé un projet de loi liberticide après l'autre. Le projet de « constitution » du Québec menace toujours les droits de la personne. 3 autres projets de loi adoptés en avril – les PL 3, 7 et 13 – ont plombé la capacité des syndicats de contribuer financièrement aux causes sociales, fragilisé le financement des organismes communautaires en défense collective des droits comme Ex aequo et imposé des limites inquiétantes sur le droit de manifester pour faire valoir nos droits. C'est sans parler de l'impact continu des coupes de la CAQ dans le soutien à domicile, l'adaptation de domicile, la construction d'ascenseurs et le transport adapté. Nous avons aussi à Montréal un nouveau gouvernement municipal, dont une des premières décisions a été de couper le financement de l'accessibilité universelle, avec un engagement encore incertain de le rétablir l'an prochain. On sent plutôt souffler un vent de capacitisme universel et celui-ci a malheureusement de grandes bourrasques.

---

## Mot du président (suite)

C'est dans un contexte où l'extrême droite est au pouvoir aux États-Unis et ses discours prennent de l'ampleur dans les médias d'ici. Son influence sur certains partis politiques, tant au provincial qu'au fédéral, est indéniable. Nous avons même constaté durant l'année au moins un chroniqueur au Québec évoquant l'élimination des personnes dont les limitations fonctionnelles seraient jugées trop lourdes. Même sans parler de tels extrêmes, nous constatons un virage à droite et vers l'austérité de nos gouvernements, tous paliers confondus. Cela nous laisse présager encore plus de coupes dans les services. Et les dernières années ont montré que, lorsqu'il s'agit d'éliminer des dépenses, les mesures de soutien aux personnes en situation de handicap sont souvent celles qui écopent.

En 2026-2027, nous ferons face à une élection provinciale dont le résultat est incertain. Même un changement de gouvernement ne garantit pas du tout un meilleur traitement des personnes en situation de handicap. En fait, vu l'influence actuelle de l'extrême droite et la vague d'austérité budgétaire, qui nous accable tout en nous submergeant, il est probable que la situation empire. C'est malgré tout le rôle d'Ex aequo de veiller à ce que chaque parti politique entende un message clair : les personnes avec une déficience motrice sont des êtres humains à part entière, et non entièrement à part. Les gouvernements doivent se porter garants de nos droits et assumer leurs responsabilités envers nous.

Malgré tout, je tiens à vous laisser sur une bonne raison de garder espoir. Les luttes que nous portons en ce moment sont possibles parce que les militantEs en situation de handicap des générations qui nous ont précédéEs se sont battuEs avant nous. Ces batailles ont commencé à un moment où notre situation était bien pire qu'aujourd'hui : notre reconnaissance dans la société presque inexistante, aucun service en dehors de l'institutionnalisation, aucune infrastructure d'accessibilité universelle. Et pourtant, ces militantEs acharnéEs ont arraché des victoires, l'une après l'autre. Nous apprenons en ce moment qu'il ne faut jamais tenir de telles victoires ou nos droits pour acquis. Mais si les militantEs qui nous ont précédéEs ont pu gagner à l'époque, nous sommes capables de gagner aujourd'hui. Nous ne retournerons pas dans nos brouettes. Alors, battons-nous !

**Patrick Desjardins, président**

# Mobiliser

## Quelle belle année de mobilisation ça a été!

Ex aequo, ses membres et son équipe ont été très actifs dans la rue et pour de bonnes raisons. D'abord, comme on le souligne souvent, la mobilisation est le cœur de notre action, comme nous sommes un organisme de défense collective des droits et que nous pratiquons l'éducation populaire. Comment défendre ses droits ensemble sans prendre la rue, sans forcer les éluEs à nous voir, nous entendre, nous écouter? Comment sensibiliser si le reste de la société ne nous voit pas?



Le grouillement de cette année ne se limite pas à ces raisons par contre! Vous l'avez vécu, vous l'avez vu, mais nous avons passé au travers d'une campagne électorale municipale durant laquelle plusieurs enjeux qui nous touchent directement ont été traités. Est-ce que Montréal va rester une ville pleine d'embûches pour les personnes ayant une déficience motrice? Est-ce que les nouvelles infrastructures que les partis veulent construire vont être accessibles, ou seront-elles de nouvelles barrières à surmonter? Qu'en sera-t-il des grands projets immobiliers? Est-ce que la ville de Montréal va continuer à investir dans l'accessibilité universelle? Est-ce que notre réseau de transport en commun va vraiment servir toute la population, et quel est son avenir alors que les investissements semblent se raréfier? Ce sont des questions que nous nous sommes posées avec nos partenaires, et en plus de participer aux débats, nous avons tenté de mettre de l'avant ces enjeux de diverses manières, notamment par le droit populaire à la mobilité.

Également, ce second mandat du règne de la CAQ s'achève et des élections provinciales arrivent à grands pas. Nous avons vu ce parti accélérer la privatisation des services publics, notamment en santé alors que les soins à domicile vont de mal en pire; notre cortège funèbre voulait montrer l'état de la situation. Diverses actions ont été organisées avec le CODDPSH dont nous faisons partie, que ce soit pour demander le maintien des adaptations auprès des propriétaires, pour nous faire voir dans les médias, ou encore pour nous rencontrer et préparer le terrain avec nos membres en vue des prochaines élections. Aussi, la 6e édition de la marche mondiale des femmes a eu lieu en 2025 à Québec. Plusieurs de nos militantes sont allées marcher avec des milliers d'autres femmes à une époque où le féminisme doit rimer avec la lutte contre le capacitisme. Enfin, on peut nommer notre dénonciation des propos eugénistes à la radio, les actions organisées avec la Coalition solidarité santé ou le FRACA, ou encore celles du RODCD pour demander un vrai financement à la hauteur de nos besoins en défense collective des droits.

Nous souhaitons vous remercier pour votre participation, vous, nos militantEs qui nous ont appuyéEs, qui ont roulé ou marché avec nous, avec qui nous avons ri et crié. On se revoit dans la rue!

## Nos principales mobilisations cette année

### En 2025-2026, la mobilisation chez Ex aequo s'est traduite par...

- La participation des membres d'Ex aequo à 19 événements de mobilisation organisés par des organismes alliés.



Cortège « Mort de l'autonomie » – 14 mai 2025

### Les promesses de la réforme Dubé : poisson d'avril! Rassemblement à Montréal – 1er avril 2025

La Coalition solidarité santé, dont Ex aequo assure en ce moment la présidence, a tenu 2 manifestations à cette date dans le cadre de sa semaine d'actions régionales, à laquelle Ex aequo participe depuis quelques années. Ces actions se sont tenues dans les environs du pont Jacques-Cartier à Montréal et à l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé à Laval. Ces actions, rassemblant entre 75 à 150 personnes, nous ont permis de nous faire entendre auprès de plusieurs médias pour dénoncer la privatisation des services de santé. Cette privatisation accrue mène à détérioration des services dans le réseau public, dont plusieurs personnes en situation de handicap dépendent.



## Nos principales mobilisations cette année

### Jour de la Terre : finançons nos transports collectifs publics – 4 avril 2025

Manifestation organisée dans le cadre du Jour de la Terre sous le thème des transports collectifs. Ex aequo s'est joint à un contingent organisé par la TROVEP lors d'une journée bien pluvieuse! Nous avons pu marcher avec nos camarades du communautaire, mais la température laissait peu d'opportunités pour aller discuter avec les quelques éluEs et citoyenNEs présentEs lors de l'action. 3 membres de l'équipe de travail ont participé à l'action. Le manque de financement des transports collectifs publics a un impact direct sur la qualité des services de transport adapté et du transport en commun de la STM, ainsi que sur la construction d'ascenseurs dans les stations de métro montréalaises.

### Cortège « Mort de l'autonomie » – 14 mai 2025

Nous avons organisé un cortège funéraire pour dénoncer la « mort » du soutien à domicile. Cette action symbolique visait à dénoncer l'érosion continue des services, les heures de services coupées, les besoins ignorés et le sentiment d'abandon vécu par plusieurs, ainsi que l'intention exprimée par la ministre de faire payer les gens, selon leur revenu, pour leur soutien à domicile. Un grand contingent formé des membres d'Ex aequo, l'équipe, des groupes alliés et syndicaux ont marché du parc Jean-Duceppe vers le CLSC de Rosemont pour y aller une tombe, des pierres tombales et leurs souhaits d'obtenir de meilleurs services publics universels. Cette action était organisée en soutien à notre intervention à Québec avec la Coalition solidarité santé et elle a rassemblé environ 60 personnes à Montréal et une dizaine à Québec.





## Nos principales mobilisations cette année

### Action éclair de SOS pour la démission de Luc Ferrandez – 4 juin 2025

Manifestation organisée dans le cadre du Jour de la Terre sous le thème des transports collectifs. Ex aequo s'est joint à un contingent organisé par la TROVEP lors d'une journée bien pluvieuse! Nous avons pu marcher avec nos camarades du communautaire, mais la température laissait peu d'opportunités pour aller discuter avec les quelques éluEs et citoyenNEs présentEs lors de l'action. 3 membres de l'équipe de travail ont participé à l'action. Le manque de financement des transports collectifs publics a un impact direct sur la qualité des services de transport adapté et du transport en commun de la STM, ainsi que sur la construction d'ascenseurs dans les stations de métro montréalaises.

### Action à la conférence d'ouverture du congrès Première ligne en santé (PLS) 2025 – 6 juin 2025

Organisée par la CSN, cette action avait pour but de perturber la conférence de Geneviève Biron, la PDG de Santé Québec. Ex aequo était présent pour participer à l'action à l'intérieur du Palais des congrès. L'action s'est conclue dans la salle de conférence de la PDG de Santé Québec, alors que des militantEs se sont avancéEs pour lui offrir un livre sur les dangers de la privatisation du système de santé : « Santé inc. : Mythes et faillites du privé en santé », écrit par Anne Plourde. Une lecture nécessaire pour elle!

### Manifestation « Un Toit, un droit » et manifestation contre la hausse des tarifs de la STM – 12 juin 2025

Le 12 juin a été une journée très occupée pour Ex aequo! 2 actions ont eu lieu à Montréal sur des thématiques différentes. D'abord, sur l'heure du dîner, Ex aequo a coorganisé avec les autres groupes du CODDPSH la manifestation « Un toit, un droit » devant les bureaux de la CORPIQ dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Il s'agissant d'exiger que l'association de propriétaires et ses membres prennent conscience de l'urgence de permettre les adaptations et l'accessibilité des logements qu'ils possèdent. Plus globalement, nous avons dénoncé la crise du logement qui frappe encore plus fort les personnes en situation de handicap. 5 de nos membres ont pu se joindre à la centaine de personnes présentes et profiter d'un repas en plein air dans un parc près de l'action.

Nous nous sommes ensuite déplacés pour rejoindre nos alliéEs pour une autre action coorganisée, cette fois-ci avec le comité mobilité de la TROVEP. Ce comité a travaillé notamment sur la déclaration populaire sur le Droit à la mobilité.



## Nos principales mobilisations cette année

Cette action visait à dénoncer la hausse annuelle des tarifs à la STM. Plusieurs groupes membres de la TROVEP ont également participé à cette action, avec diverses revendications en lien avec le transport en commun, la tarification sociale et la gratuité des transports. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, dont 5 de nos membres. La hausse des tarifs peut entre autres limiter les déplacements des personnes en situation de handicap dans la région de Montréal. Mais le coût plus élevé peut aussi avoir d'autres impacts, comme sur la capacité à payer son loyer ou faire son épicerie.



### Marche Namur-Hippodrome - 19 juillet 2025

Nous avons participé à une action pour le logement social sur le site du projet Namur-Hippodrome, dans lequel nous nous impliquons depuis plusieurs années. 5 de nos membres se sont mobilisés pour cette manifestation, qui a rassemblé plus de 100 personnes. Cet événement de mobilisation soulignait l'importance et l'urgence de réaliser au moins 4 800 logements sociaux sur le site de l'ancien Hippodrome, tout en maintenant le terrain dans le domaine public et en renforçant la cohésion sociale du quartier Côte-des-Neiges. Ce projet est une opportunité de réaliser des milliers de logements adaptables à bas loyer, ce qui pourrait ainsi aider plusieurs personnes en situation de handicap à se loger.

## Nos principales mobilisations cette année

### Foire de la mobilité – 2 octobre 2025

Organisé au parc Ahuntsic, une journée de kiosques et d'ateliers pour sensibiliser la population et les personnes candidates aux élections municipales sur les enjeux entourant le droit populaire à la mobilité. Ex aequo faisait partie des coorganisateur, à titre de participant actif au comité mobilité de la TROVEP. Nous avons notamment partagé notre espace avec le CCR et le RUTA, ce qui a permis une belle représentation des personnes en situation de handicap durant cet événement festif et plein de solidarité. Environ 300 personnes ont participé à cette activité, qui s'est déroulée de 14h30 à 19h près du Terminus Henri-Bourassa. 2 travailleurs d'Ex aequo et 2 membres étaient présents. Nous avons pu échanger avec quelques candidats de l'arrondissement et plusieurs citoyenNEs sur nos revendications en lien avec la question du transport et de l'accessibilité à Montréal.



### Grandiose Manif-Action FRAPRU – 4 octobre 2025

Ex aequo s'est joint à une grande manifestation organisée par le FRAPRU à l'Île-des-Soeurs pour dénoncer la crise du logement qui ne fait qu'empirer. Nous avons exigé de la part du gouvernement provincial de la CAQ d'adopter des mesures fortes pour financer la construction de logements sociaux partout au Québec. Plusieurs groupes de divers milieux sont venus prendre la parole. Notre équipe de travail et 2 membres se sont jointEs aux 800 manifestantEs sur place.

## Nos principales mobilisations cette année

### Marche mondiale des femmes 2025 – 18 octobre 2025

La Marche mondiale des femmes est issue de la volonté d'organiser un mouvement mondial de solidarité féministe, à la suite de la marche des femmes contre la pauvreté et la violence « Du pain et des roses », en 1995. Depuis, la coordination de la MMF organise des marches et des manifestations à chaque 5 ans, et ce, partout dans le monde. Plus de 16 000 personnes ont participé à cette édition 2025 de la Marche à Québec. Les femmes autochtones ont ouvert la Marche, suivie par les femmes en situation de handicap. Ex aequo et ses alliées ont donc eu une très belle visibilité! Après la Marche, l'organisation avait réservé un zone aux personnes utilisant des aides à la mobilité tout près de la scène, pour une meilleure vue. Un exemple à reproduire pour les manifestations d'envergures!



## Nos principales mobilisations cette année

### Les « fantômes » du métro occupent la station Berri-UQAM pour réclamer la gratuité du transport en commun – 30 octobre 2025

La veille de l'Halloween, Ex aequo a répondu à l'appel du Collectif les Assoiffé.e.s de Justice de l'ACEF du Nord pour participer à un sit-in organisé dans la station Berri-UQAM pour « dénoncer l'exclusion vécue par les personnes qui ne peuvent pas se déplacer et pour réclamer la gratuité du transport en commun », comme mesure de justice sociale et climatique. Nous y étions par solidarité avec les revendications et l'équipe de l'ACEF du Nord. 2 membres et 1 travailleur d'Ex aequo y ont participé.

### Grand rassemblement intersyndical – 29 novembre 2025

Ex aequo et de nombreux organismes partenaires se sont joints à une énorme mobilisation intersyndicale pour envoyer un signal clair au gouvernement que la société civile est mobilisée contre les attaques répétées au filet social, aux droits, au communautaire et aux syndicats des dernières années. Notre contingent était formé de 5 travailleurs et travailleuses, ainsi que 4 membres.



## Nos principales mobilisations cette année

### Journée internationale des personnes handicapées – 3 décembre 2025

Le 3 décembre, pour la journée internationale des personnes en situation de handicap, le comité mobilisation du CODDPSH a décidé de s'inviter à l'émission matinale d'ICI Première pour se faire entendre quant à nos revendications. Après avoir constaté un silence radio quant à notre demande d'entrevue, nous avons décidé de tenir un rassemblement devant la nouvelle Maison Radio-Canada sur la rue Papineau. Une vingtaine de représentantEs des groupes membres du CODDPSH ont participé au rassemblement avec bannières et pancartes.

### Action surprise à la Station Berri-UQAM – 4 février 2026

Notre première action de 2026 a été organisée avec les TROVEP et d'autres groupes membres pour « dénoncer leur sous-financement chronique et alerter la population sur les répercussions que cela pourrait avoir sur le filet social » dans le cadre de la semaine d'actions menée par le RODCD. L'action s'est tenue à l'intérieur de la station Berri-UQAM le 4 février à heure de grand achalandage et Ex aequo était représenté par 6 membres et 5 travailleurs et travailleuses, en plus de nos partenaires du CODDPSH présents par solidarité. Action d'éclat, nous avons fait du bruit, plusieurs « drops » de bannières, collés plusieurs autocollants et fait du tractage auprès des utilisateurs et utilisatrices du métro quant à nos revendications. Un communiqué de presse a été partagé lors de l'événement et des entrevues ont été faites avec CTV.



## Nos principales mobilisations cette année

### Manifestation pour les soins de santé publics à Ottawa – 10 février 2026

Toujours en février, une des membres de l'équipe de travail s'est déplacée à Ottawa pour dénoncer les coupures dans les services et soins de santé qui affectent les personnes en situation de handicap. Cette prise de parole s'inscrit dans la semaine de lobby organisée par la Coalition canadienne de la santé, du 9 au 11 février.



### Rassemblement en marge du conseil municipal – 16 février 2026

À l'invitation du FRAPRU, nous avons participé à une action de dépôt de questions pour imposer au conseil municipal de Montréal d'enfin discuter de logement social comme moyen d'endiguer la crise du logement qui affecte Montréal et le reste du Québec. C'était une belle occasion de rencontrer les comités logement et de partager un repas à la place Vauquelin, pendant que d'autres militantEs allaient questionner les éluEs à l'intérieur de l'hôtel de ville. 3 travailleuses et travailleurs ainsi que 3 membres représentaient Ex aequo lors de cette action.



## Nos principales mobilisations cette année

### Action surprise au Centre Eaton – 20 février 2026

Une semaine plus tard, le 20 février, Ex aequo a participé à une autre action menée cette fois-ci par le FRACA et la Coalition Main rouge. Cette action dérangeante a eu lieu en même temps que d'autres actions au Québec organisées dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale. Les groupes invités se sont infiltrés dans le Centre Eaton pour ensuite se rassembler dans un espace de haute visibilité pour crier des slogans et faire des drops de bannières sous le regard des clientEs et commerçantEs. Cela a été une action particulièrement positive, alors qu'on pouvait voir la masse critique de travailleurs et travailleuses ainsi que de militantEs du milieu du communautaire remplir tout l'espace et tenir bon pendant un long moment sans que les forces de sécurité puissent nous déloger. L'action s'est terminée sur la rue Sainte-Catherine pour une soupe populaire. Le but de l'action était de « [dénoncer] le sous-financement chronique et les attaques contre notre capacité d'agir et de nous opposer ». Nous y étions 3 travailleuses et travailleurs, avec nos collègues du CODDPSH.





## Nos principales mobilisations cette année

### Action devant les bureaux de Chantal Rouleau – 13 mars 2026

Ex aequo a participé à l'appel lancé par le RODCD pour la journée de mobilisation contre le PL 7 partout au Québec en se joignant à une action organisée dans l'arrondissement de Pointe-aux-Trembles, devant le bureau de Chantal Rouleau. Cette action symbolique, qui a rassemblé une cinquantaine de participantEs de groupes de Montréal et des régions avoisinantes, a permis de déposer une lettre à la ministre Rouleau et de créer des solidarités entre les divers groupes potentiellement affectés par ce projet de loi. Malheureusement, fidèle à son habitude, la ministre était absente, malgré ses déclarations à l'effet qu'elle est toujours ouverte à rencontrer les groupes financés au SACAIS. Ex aequo a été représenté par 3 membres ainsi que 4 travailleurs et travailleuses.

### Manifestation devant le bureau de la ministre fédérale de la Santé – 16 mars 2026

Ex aequo s'est joint à une manifestation organisée par la Coalition solidarité santé, la Coalition canadienne de la santé et le Conseil des Canadiens, devant le bureau de Marjorie Michel. Il s'agissait de dénoncer le silence de la ministre autour du vent de privatisation en santé, qui souffle dans plusieurs provinces, et des infractions probables à la Loi canadienne sur la santé. 40 personnes étaient présentes, dont notre ADCD Santé et services sociaux.



# Participer

## La vie associative occupe une place importante chez Ex aequo

Pour Ex aequo, la participation à la vie associative constitue la colonne vertébrale de son action communautaire. En 2024-2025, cet engagement collectif a pris plusieurs formes dynamiques, témoignant de la vitalité de notre organisme et de l'implication active de ses membres.



Cette année encore, Ex aequo a placé l'écoute et l'inclusion au cœur de sa démarche participative. Chaque activité proposée, chaque rencontre organisée avait pour objectif principal de favoriser les échanges entre membres, d'encourager la prise de parole, et de valoriser la diversité des expériences de vie et des perspectives. En multipliant les occasions de dialogue, Ex aequo a ainsi renforcé le lien entre ses militantEs, permettant à chacun et chacune d'apporter sa contribution unique à notre communauté.

## En 2025-2026, la participation chez Ex aequo s'est traduite par...

- 19 rencontres des comités thématiques, sans compter nos Espaces CES, nos groupes de discussion pour les parents en situation de handicap et nos comités spéciaux sur les élections municipales et provinciales !
- 3 ateliers d'éducation populaire.

## Comités

Nos comités thématiques ont été très actifs encore une fois cette année. Pilotés par un membre de l'équipe de travail, ils ont lieu à intervalle de 4 à 6 semaines. Ces comités sont ouverts à toutes les membres intéresséEs par un dossier et qui veulent contribuer à son avancement. Les comités sont, par leur fonctionnement, des lieux de partage permettant à nos membres de communiquer leurs vécus et expériences, de collectiviser les enjeux et de les politiser. Rappelons que les membres des comités formulent les revendications, identifient les stratégies et participent à la réalisation de celles-ci.

## Santé et services sociaux

Le comité Santé et services sociaux s'est réuni à 6 occasions en 2025-2026. Ce sont en moyenne 4 membres qui ont participé à ces rencontres.



Le 9 septembre 2025, le comité s'est mis d'accord pour actualiser les revendications d'Ex aequo en matière de santé et services sociaux. Les plateformes de revendications du chèque emploi-service et du dossier Santé et services sociaux ont été modifiées pour mieux refléter les enjeux actuels. Ces plateformes ont servi de bases pour développer des revendications plus spécifiques aux élections. Le comité s'est ensuite penché sur les meilleures stratégies de mobilisation pour défendre ces revendications. Le comité a choisi d'adopter une stratégie diversifiée, mettant de l'avant la mobilisation sur le terrain, la concertation avec nos partenaires et nos groupes alliés, la tenue de rencontres avec les partis politiques et le militantisme en ligne.

Le 25 février 2026, le comité s'est intéressé à l'intersection entre la santé et la sécurité alimentaire. Les échanges ont permis de dégager un consensus autour de l'organisation d'une action dérangeante pour l'automne qui permettrait à la fois de visibiliser les enjeux en soutien à domicile et ceux par rapport à la difficulté de se nourrir. Le comité a également décidé de développer une campagne de témoignages sous forme de capsules vidéo liées à des codes QR diffusés lors des actions, afin d'illustrer les enjeux vécus (manque d'heures de SAD, coût et accessibilité des aliments, qualité des services, etc.). Enfin, le comité a statué que les prochaines étapes incluent la préparation des questions à poser lors du tournage des capsules vidéos et l'élaboration d'un plan de diffusion des capsules.

Afin de poursuivre l'initiative des Espaces CES, créées l'an dernier pour discuter spécifiquement des enjeux du chèque emploi-service, 4 rencontres ont été organisées et ont rejoint au total une trentaine de personnes participantes. 3 ont été organisées pour les autogestionnaires et 1 pour les personnes préposées. Les participantEs ont identifié certains enjeux pressants relatifs au CES : la difficulté de trouver des personnes préposées, le faible salaire du programme CES, la paperasse incessante qui vient avec le programme et le nombre d'heures de service alloué insuffisant pour combler les besoins. Des solutions ont été proposées, comme continuer à faire pression sur nos élus pour un meilleur investissement en soutien à domicile et se mobiliser en coalition. Les Espaces CES poursuivront les rencontres dans la prochaine année – et devront peut-être changer de nom, étant donné que le chèque emploi-service est devenu l'allocation autonomie à domicile...

## Habitation



Il y a eu 4 rencontres du comité Habitation au cours de la dernière année, rassemblant en moyenne 6 personnes. La rencontre du 27 mai 2025 fut l'occasion de discuter de la suspension du Programme d'adaptation de domicile et de la fermeture du PAD - Montréal. Nous avons discuté de l'élaboration d'un plan d'action à ce sujet. Nous avons également fait le suivi en lien avec les mémoires déposés l'année précédente concernant de gros projets immobiliers (Place Versailles, Ancien couvent des Franciscains, Namur-Hippodrome).

Lors de la rencontre du 3 mars 2026, nous avons discuté et mis à jour nos revendications concernant l'Habitation, en préparation de la prochaine campagne électorale provinciale. Nous avons également discuté des consultations à venir, notamment celle en lien avec les modifications au Règlement pour une métropole mixte (RMM) et celle de la Commission d'examen sur le manque de logements accessibles au Canada, qui sera menée par le Conseil national du logement.

Nous souhaitons également souligner l'implication de nos membres dans plusieurs projets, notamment le projet de recherche porté par Juripop et le projet pour le droit au logement des personnes en situation de handicap porté par MÉMO-QC et le CODDPSH.

## Accessibilité universelle – Ville de Montréal

Il y a eu 2 rencontres du comité Montréal accessible au cours de la dernière année. 6 membres ont participé à chacune des rencontres.

Lors de la rencontre du 25 juin 2025, les 7 personnes présentes ont discuté de la mise à jour du Plan d'action en Accessibilité universelle de la Ville de Montréal et des mécanismes de consultation qui devraient être mis en place à la suite à la fin du Chantier en accessibilité universelle. Il fut aussi question du projet de simplification et d'harmonisation des procédures pour obtenir un débarcadère pour passager handicapé, qui est une des mesures annoncées dans le Plan d'action en accessibilité universelle (2024-2030) de la Ville de Montréal.



La rencontre du 10 février 2026 fut l'occasion de discuter des coupures de plusieurs millions de dollars aux programmes en accessibilité universelle dans le dernier budget de la Ville de Montréal. Nous avons fait le point sur les différentes actions déjà entreprises dans ce dossier (questions à la Commission des finances et aux Conseils municipaux, reportages dans les médias) et des futures actions à entreprendre (entrevue à la radio, rencontre avec M. Claude Pinard et Mme Christine Black qui étaient à venir). Nous avons également fait le Bilan sur la mise en oeuvre de la nouvelle procédure de déneigement des débarcadères pour passagers handicapés, en prévision d'une rencontre à venir avec le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne (SCAEC) et le nouvel élu responsable du déneigement à la Ville de Montréal, M. Luis Miranda.

Nous souhaitons aussi souligner l'implication de de nos membres au niveau local. Plusieurs personnes ont participé à des rencontres organisées par Ex aequo avec des éluEs de leur arrondissement, notamment dans Rosemont La-petite-patrie et Le Plateau Mont-Royal.

## Transport



Le comité Transport s'est réuni à 3 reprises en 2025-2026. Ce sont en moyenne 8 membres qui ont participé aux réunions. Le comité s'est rencontré moins souvent que l'an dernier à cause du départ à la retraite de notre ancienne directrice générale, qui portait le dossier Transport. UnE nouvelLE agentE de défense collective des droits a commencé à reprendre le dossier à la fin de février 2026.

Le 2 juillet 2025, le comité Transport s'est réuni pour recevoir comme invité Steven Guilbeault, à l'époque ministre fédéral et lieutenant du premier ministre Mark Carney au Québec. Nos militantEs ont eu la chance d'échanger avec lui, en particulier sur le financement manquant pour construire de nouveaux ascenseurs dans les stations de métro montréalaises. M. Guilbeault a dit qu'une aide financière du gouvernement fédéral était tout à fait envisageable, mais que la demande devait provenir de la Ville de Montréal.

Lors de la réunion du 21 août 2025, les membres du comité ont commenté la formation destinée aux chauffeurs et chauffeuses de fourgonnettes du transport adapté. Ex aequo a transmis leurs commentaires au coordonnateur de la Table de concertation sur l'accessibilité universelle des transports collectifs de l'île de Montréal. Ce dernier devait déposer au transport adapté de la STM, au nom de la Table, un document portant sur les améliorations souhaitées.

## Parentalité



Cette année, le comité parentalité n'a pas eu lieu en raison du faible nombre de parents membres étant disponibles pour les rencontres. Toutefois, un groupe d'échange et de discussions pour parents en situation de handicap a été mis sur pied en collaboration avec la clinique Parent Plus. 2 rencontres ont eu lieu à ce jour et ont permis d'obtenir le témoignage d'une vingtaine de parents clients de la clinique Parent Plus sur les enjeux qu'ils vivent au quotidien. Ce groupe d'échange

continuera ses activités cette année avec 3 rencontres planifiées. De plus, des échanges individuels avec des parents en situation de handicap membres et non membres d'Ex aequo ont eu lieu tout au long de l'année afin de recueillir leur vécu et les enjeux qu'ils vivent au quotidien. En tout, ce sont 7 parents qui ont partagé leurs expériences et leurs inquiétudes face au manque de service et aux nombreuses coupes dans les services existants.

## Sécurité alimentaire



Le comité Sécurité alimentaire s'est rencontré à 3 reprises durant l'année 2025-2026. En moyenne, ce sont 5 militantEs d'Ex aequo qui ont participé à chacune de ces rencontres. Le 26 juin 2025 : 5 membres. Le 27 août 2025 : 4 membres. Le 9 décembre 2025 : 5 membres.

La rencontre du 26 juin 2025 a été séparée en 3 points principaux. D'abord, un bref suivi de l'état d'avancement du projet « Les personnes en situation de handicap ont faim » a été effectué. La définition de la sécurité alimentaire ainsi que les piliers qui définissent cette notion ont ensuite été présentés. Durant cette présentation, les membres ont pu poser plusieurs questions, ce qui leur a permis de bien comprendre ce en quoi consiste la sécurité alimentaire. Finalement, à partir de cette présentation, nous avons amorcé le point de discussion principal de la rencontre : l'influence du soutien à domicile, dont les limites et les coupures récentes dans ce programme, sur la sécurité alimentaire des membres.

Comme à chaque rencontre du comité, celle du 27 août 2025 a débuté par une présentation de l'état d'avancement du projet « Les personnes en situation de handicap ont faim ». Nous avons ensuite discuté du contenu de la grille d'entretien des groupes de discussion et des entretiens individuels à venir à l'automne 2025 dans le cadre de ce projet. Les membres ont pu exprimer les thèmes qu'elles et ils jugeaient essentiels d'inclure dans la grille d'entretien. Finalement, nous avons échangé sur la manière dont leurs revenus influencent leur capacité de se nourrir et sur les stratégies qu'elles et ils mettent en place pour parvenir à se procurer de la nourriture selon leurs ressources financières.

Le comité Sécurité alimentaire a aussi tenu une rencontre conjointe avec le comité Santé et services sociaux le 25 février 2026. Unir nos forces visait à discuter de la manière dont Ex aequo diffusera le rapport de recherche du projet « Les personnes en situation de handicap ont faim » à l'automne 2026. De plus, il a été question de la création d'une campagne de capsules vidéo sur les réseaux sociaux d'Ex aequo, sur la manière dont le soutien à domicile contribue aux difficultés à se nourrir des PSH. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur les thématiques à inclure dans le contenu de cette campagne.



## Actions des Ambassadeurs liées au recrutement et à l'intégration des nouveaux membres

### Portes ouvertes du Centre de réadaptation en déficience physique Lucie-Bruneau – 15 mai 2025

Rose-Marie, Lévis-Simon et Frédéric ont tenu un kiosque lors de la journée porte-ouverte. L'activité nous a permis d'avoir de nombreux échanges avec des patientEs ainsi qu'avec des travailleurs et travailleuses tant du centre que des organismes sur place. L'événement a été un grand succès, le centre ayant été visité par un grand nombre de personnes dont nous avons pu nous faire connaître. Nous espérons qu'un tel événement soit organisé de nouveau en collaboration avec des acteurs communautaires, dont Ex aequo.



### Présentation à l'UTTAM

Après avoir collaboré avec l'UTTAM pour l'organisation de l'action menée par la TROVEP dans la station Berri-UQAM, nous leur avons rendu visite. Nous avons pu rencontrer leurs membres et les sensibiliser aux enjeux vécus par les personnes en situation de handicap ainsi qu'à notre militantisme. Nous avons eu de nombreux échanges riches avec les membres, Nous espérons revenir en 2026-27 continuer à développer notre relation avec leurs militantEs, considérant les points communs qui existent entre les personnes en situation de handicap et les travailleurs et travailleuses accidentéEs.

### Collaboration avec MÉMO Québec pour Pierrefond-Roxboro

Un de nos membres, proche-aidant d'une personne en situation de handicap et très mobilisé pour l'amélioration de l'accessibilité de son arrondissement, nous a approché pour commencer à organiser les personnes en situation de handicap de son secteur. N'ayant pas beaucoup de membres dans Pierrefond-Roxboro, nous avons commencé à travailler avec nos collègues de MÉMO Québec pour soutenir notre membre et, nous l'espérons, faire avancer l'accessibilité universelle dans un arrondissement qui en a bien besoin.

### Démarche stratégique avec Accenture

Ex aequo a été approché pour travailler avec des étudiants en marketing de l'Université Concordia pour revoir nos moyens de communication et de recrutement, le tout sous la supervision d'Accenture, une entreprise spécialisée dans le domaine. Nous les avons rencontrés plusieurs fois pour faire des suivis sur leur analyse de nos réseaux sociaux, dépliants, site internet et diverses entrevues avec certainEs de nos militantEs. Finalement, ils ont produit une analyse de nos forces et nos faiblesses en la matière, proposant des mesures stratégiques pour améliorer notre recrutement et notre rayonnement. L'équipe et le comité ambassadeur vont prendre connaissance du rapport dans l'année 2026-27 pour commencer à implanter ces excellentes idées. À suivre!



## Éducation populaire

### Projection de Crip Camp – 4 avril 2025

Cette activité, organisée en collaboration avec Action Femmes et Handicap, était un visionnement du documentaire Crip Camp, suivi d'une discussion ensemble sur les enjeux que le film soulève. Co-animée par Maude et Frédéric, l'activité a permis aux participantEs de trouver de l'inspiration pour leur propre militantisme et d'apprendre sur l'histoire de la lutte pour les droits des personnes en situation de handicap aux États-Unis.



### Causeries annuelles régulières – 10 avril 2025

Toute l'équipe s'est mobilisée cette année pour les causeries annuelles qui prenaient la forme cette fois-ci d'une activité collective de discussion autour de la conjoncture actuelle. Plutôt que de reprendre la forme des dernières années, nous avons préféré nous concentrer sur la place d'Ex aequo face à la grande conjoncture qui pourrait affecter nos membres. L'activité s'est terminée avec un verre avec les membres pour nous offrir la chance de socialiser ensemble.



### Ateliers organisés par l'ADCD du dossier santé et services sociaux

Quelques activités militantes ont permis aux membres intéresséEs par les enjeux de santé et services sociaux à acquérir des nouveaux outils pour faire valoir leurs droits. 2 ateliers sur les processus de plaintes envers les établissements de santé ont été donnés par notre stagiaire Laura. Nous avons aussi organisé 2 ateliers de confections de pancartes pour des manifestations : le cortège funèbre pour la mort de l'autonomie (mai 2025) et la Marche mondiale des femmes (octobre 2025). Des membres ont également collaboré ponctuellement avec l'agente de défense des droits pour rédiger un article de revue, un communiqué de presse et des publications pour nos médias sociaux.



## Éducation populaire

### Atelier sur les élections provinciales dans le cadre de la grande rencontre de mobilisation du CODDPSH – 27 novembre 2025

Avec l'arrivée des élections provinciales en 2026, Ex aequo s'est proposé pour offrir aux militantEs des groupes membres du CODDPSH une adaptation d'un atelier sur les élections provinciales produit par le MÉPACQ. Allant plus loin qu'une simple présentation des divers partis politiques, cet atelier nous a permis de nous pencher ensemble sur les divers courants politiques allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il a aussi montré les opportunités et les limites du processus électoral traditionnel, démontrant l'importance de nos organisations comme contre-pouvoir, peu importe le parti élu.

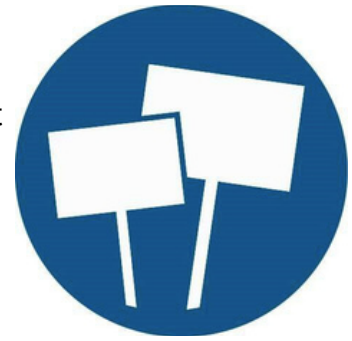
### La CAQ m'fait pas de cadeaux! Assemblée militante Ex aequo – 3 décembre 2025

La situation politique a été alarmante cette année, avec le raz-de-marré de projets de loi mettant en danger nos droits de manifester, le droit des femmes à l'autonomie de leur corps, l'imposition d'une constitution menaçant les droits de la personne, les coupes dans les services et financement pouvant améliorer la vie des personnes en situation de handicap, et plus encore. Il nous semblait donc nécessaire de nous rassembler entre membres, travailleuses et travailleurs pour faire le point sur la situation et s'assurer que nous sommes touTEs bien au fait de la situation politique. Nous avons échangé sur ces problèmes ensemble et nous avons eu un moment pour nous voir une dernière fois avant le congé des fêtes, autour d'un repas et d'une boisson. L'activité, qui s'est tenue au Café bar du MAI, a rassemblé un total de 28 personnes dont 17 membres.



## Défendre

Le mandat d'un organisme en défense collective des droits pour les personnes en situation de handicap est d'autant plus important lorsque l'on constate à quel point nos besoins peuvent être oubliés, voire ignorés. Bien que les personnes en situation de handicap représentent une proportion considérable de la population, nous sommes rarement pris en considération dans les prises de décisions et les projets de loi. C'est pourquoi notre mandat est important : nous devons rappeler aux instances décisionnelles notre existence afin qu'ils nous incluent dans leurs décisions. Ex aequo se rallie à certaines occasions à d'autres groupes pour mieux faire avancer ses dossiers, car seul, on va plus vite, mais ensemble, on va plus loin!



La promotion et la défense collective des droits se réalisent chez Ex aequo de multiples façons, soit par l'information, la sensibilisation, la collaboration, la concertation, la mobilisation, la représentation et la dénonciation. Nos champs d'action sont la santé et les services sociaux, l'habitation, la vie municipale, le transport, le droit à la parentalité, la sécurité alimentaire et la participation citoyenne ! Autant de facettes essentielles à la participation pleine et entière des personnes ayant une déficience motrice dans la société.



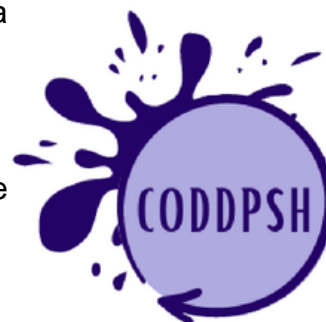
Photo de Marie Turcotte lors du « Rassemblement contre la hausse des tarifs de transport en commun », 12 juin 2025



## Ex aequo solidaire

### Collectif d'organismes pour la défense des droits des personnes en situation de handicap (CODDPSH) :

Cette année, le CODDPSH a accueilli sa première employée, Célia Missigbeto, comme coordonnatrice du collectif. Son intégration et la prise en charge des dossiers a occupé une partie de l'année, mais les activités régulières du Collectif ont continué comme dans les dernières années. Célia s'est rapidement intégrée au comité de mobilisation pour aider dans l'organisation des actions qui ont eu lieu cette année ainsi que pour porter la voix du Collectif lors de rassemblements et actions portées par d'autres organisations.



Un moment fort de l'année pour le Collectif a été la grande rencontre de mobilisation du CODDPSH, organisée par le comité mobilisation. Celle-ci a eu lieu le 27 novembre dernier, rassemblant une soixantaine des membres et militantEs des organisations membres du Collectif. Comme souligné précédemment, cette journée nous a permis à Ex aequo d'animer un atelier d'éducation populaire sur les élections et le système électoral provincial, mais aussi d'avoir des discussions de fond sur les divers enjeux vécus par les personnes en situation de handicap, que ce soit en santé et services sociaux, en transport, en logement, etc. Les divers commentaires et analyses récoltées lors de cette journée nous ont permis de bien nous connecter avec les membres et de comprendre que la lutte doit continuer pour que nos droits soient bien respectés.

### Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) :

Par sa délégation au comité de coordination (Coco) et au comité Mobilité de la TROVEP, Ex aequo a participé à l'organisation de plusieurs actions durant la dernière année. Notamment, nous avons aidé à la confection du plan d'action pour l'année en cours et la suivante, à l'organisation des actions en lien avec la défense des groupes en défense collective des droits et celles en lien avec le transport. Toutes ces actions et événements ont aussi été de belles occasions pour fédérer les groupes de personnes en situation de handicap avec les autres groupes en éducation populaire autonome. Cela a été le cas notamment lors de l'assemblée de mobilisation, qui va mener à une autre action dès le début de l'année 2026-2027. Nous comptons bien continuer à nous impliquer avec la TROVEP, considérant la diversité de nos dossiers et la solidarité qui s'est développée entre nos 2 organisations au fil des dernières années.





## Ex aequo solidaire

### Conférence de presse: coupures dans les organismes communautaires – 3 juin 2025

La FSAC a organisé cette conférence de presse pour dénoncer les coupes dans le financement des organismes communautaires, qui ont mené à des coupures de services ou même des fermetures d'organismes communautaires cette année. La direction a présenté la situation des personnes en situation de handicap, notamment: les enjeux entourant les CIT, l'incapacité du gouvernement de faire une place pour les personnes en situation de handicap ainsi que l'impact des coupes et « rationalisations » dans le soutien à domicile. Nous avons souligné que la situation actuelle découle du refus de plusieurs gouvernements néolibéraux de taxer les plus riches pour préserver le filet social. 3 membres de l'équipe ont participé à la conférence de presse et Hugo a pu prendre la parole pour présenter la situation de crise du point de vue d'Ex aequo.



Manifestation pour le Jour de la Terre, 25 avril 2025

## Soutien à la militance

### Présentation sur le capacitisme au congrès de la CSN – 7 mai 2025

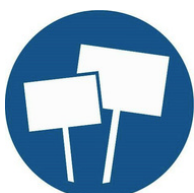
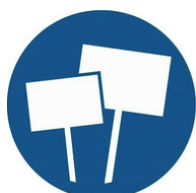
Durant cette présentation, Maude et Frédéric ont donné une présentation sur l'utilité de l'accessibilité universelle dans le contexte de la lutte au capacitisme. Nous avons présenté les différentes facettes de l'AU, nommé des ressources pour la mettre en place et expliqué comment, comme individu, nous pouvons interagir avec des personnes en situation de handicap sans reproduire des pratiques capacitistes. Cette présentation était offerte à des délégués syndicaux et les autres présentations portaient notamment sur l'intersectionnalité, la fierté multi-capacitaire et les droits des travailleuses et travailleurs migrantEs.

### Entrevue avec MÉMO-Qc pour la revue Paraquad sur l'impact des changements climatiques sur les personnes en situation de handicap – 10 septembre 2025

Frédéric a donné une entrevue sur les différentes facettes de la crise environnementale et les impacts sur les personnes en situation de handicap. Un article a été publié à ce sujet, recensant également les propos de Sébastien Jodoin avec qui nous travaillons sur un projet de recherche en cours sur les mêmes thématiques.

### Formation donnée avec le Centre St-Pierre

Le Centre St-Pierre et Ex aequo n'ont pas offert la formation « Comment organiser un événement inclusif? » durant notre année d'activité 2025-2026, du fait qu'elle soit survenue juste avant le début et la fin de l'année traitée dans ce rapport. Mais nous avons fait plusieurs suivis en lien avec son contenu. À titre de rappel, les 2 organisations avaient collaboré pour développer cette formation, avec l'objectif d'offrir aux participantEs un tour d'horizon de toutes les facettes de l'inclusion lors de l'organisation d'événements, incluant les enjeux d'accessibilité. Nous allons continuer notre collaboration dans la prochaine année pour offrir d'autres formations, une autre étant prévue en 2027.



## Santé et services sociaux

L'année 2025-2026 s'inscrit dans un contexte politique et social particulièrement préoccupant pour les personnes en situation de handicap. Dans la foulée des élections municipales de novembre 2025 et de la préparation aux élections provinciales d'octobre 2026, la montée de la droite et la consolidation de politiques d'austérité ont contribué à fragiliser davantage le filet social. La centralisation des décisions sur l'avenir du réseau de la santé et des services sociaux, combinée avec des compressions budgétaires importantes, font reculer l'accès aux services. La privatisation croissante du réseau de la santé et des services sociaux, observable surtout dans le milieu du soutien à domicile (SAD), soulève de vives inquiétudes quant au maintien du caractère public, universel et gratuit des soins.



Dans ce contexte, les enjeux liés au SAD occupent une place centrale dans nos actions de défense des droits. L'évolution du programme de chèque emploi-service (CES), désormais appelé le programme d'allocation autonomie à domicile (AAD), s'inscrit dans une trajectoire historique marquée par des luttes pour la reconnaissance du droit à l'autonomie des personnes en situation de handicap. Or, les orientations actuelles (dont la nouvelle politique de SAD « Mieux chez soi ») laissent entrevoir des risques de recul. Dans cette nouvelle politique, aucune distinction entre les besoins des personnes âgées et ceux des personnes en situation de handicap n'est clairement énoncée. Les investissements annoncés en 2026 par la ministre de la Santé pour soutenir les programmes de soutien à domicile sont largement insuffisants. Une grande part de ses investissements vont directement dans les entreprises privées qui ne garantissent pas des soins et des services de même qualité que ce qu'on peut retrouver au public. L'augmentation du taux horaire des préposésEs de l'AAD de 1\$ de l'heure ne résout pas l'enjeu de difficulté à embaucher du personnel. La ministre passe à côté de l'enjeu principal du soutien à domicile au Québec : il n'y a pas accès d'heures de services allouées aux personnes en situation de handicap.





## En matière de santé et de services sociaux cette année, nos activités de défense collective des droits se sont concrétisées par :

- Organisation des Espaces CES, rassemblant autour des enjeux du soutien à domicile : des autogestionnaires de l'AAD, des personnes proches aidantes et des préposéEs. Ces espaces ont servi de levier pour structurer une campagne de lettres adressées aux députéEs fédéraux et provinciaux afin de dénoncer les coupures de services et documenter les impacts concrets sur les personnes concernées.
- Prises de paroles publiques lors d'actions symboliques fortes pour augmenter notre présence médiatique, notamment lors de notre retrait symbolique de l'instance de concertation sur la politique de soutien à domicile, en parallèle au cortège funèbre marquant la « mort » du soutien à domicile (14 mai 2025), de la grande manifestation pour les soins de santé publics à Ottawa (10 février 2026) et de l'action devant les bureaux de la ministre de la Santé (16 mars 2026).
- Interventions auprès des journalistes et des personnes décideuses pour dénoncer les coupures d'heures de services et les piètres conditions de travail des préposéEs, en plus de participer à plusieurs entrevues (Canal M, Radio-Canada, CTV, CityNews et médias universitaires) et à la diffusion d'un documentaire sur les coupures en soutien à domicile (à l'initiative du député de Rosemont). Nous avons aussi participé à une conférence de presse sur les dangers des projets pilotes numériques en soutien à domicile et produit un communiqué de presse sur la nouvelle politique nationale de soutien à domicile pour visibiliser le point de vue des personnes ayant une déficience motrice.
- Élaboration d'un argumentaire féministe afin de mettre en lumière les enjeux de santé vécus par les femmes en situation de handicap et trouver des pistes d'actions futures. Ce travail s'est fait dans le cadre de la préparation à la Marche mondiale des femmes en collaboration avec Action Femmes et Handicap (AFH) et la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM).
- Renforcement des actions d'Ex aequo pour intégrer les enjeux de santé climatique dans nos revendications en mettant en lumière les impacts disproportionnés sur les personnes en situation de handicap. Nous avons développé de nouvelles collaborations en santé climatique, notamment avec le Conseil régional en environnement (CRE), le Regroupement des éco-quartiers, le Global Health Lab de l'Université de Montréal, la Direction régionale de santé publique de Montréal et le Collectif Résilience de Transition en commun.



## En concertation

- **Coalition solidarité Santé** : La Coalition solidarité santé est un regroupement québécois d'organisations syndicales et communautaires qui défend le caractère public, la gratuité, l'accessibilité, l'universalité et l'intégralité du réseau de la santé et des services sociaux. Nous avons joué un rôle central au sein de la Coalition solidarité Santé, où nous avons participé à 33 rencontres au cours de l'année, en plus d'y assumer la présidence. Cette implication constante nous a permis de contribuer activement aux réflexions et aux actions entourant la défense d'un système de santé public, universel et gratuit, notamment sur les enjeux de soutien à domicile, de démocratie et de la santé climatique.
- **Alliance nationale pour les soins à la personne** : L'Alliance regroupe des organisations communautaires et syndicales pour réfléchir à comment améliorer les conditions de travail des préposésEs. L'Alliance évalue aussi les impacts de la réglementation (comme la loi 90) sur la qualité des soins que reçoivent les personnes usagères. Nous avons participé à 6 rencontres qui ont porté sur des enjeux très concrets liés aux conditions de travail et à l'organisation des soins de longue durée (soutien à domicile et hébergements spécialisés). Avec les alliéEs de l'Alliance, nous avons pu obtenir une promesse du parti Ensemble Montréal d'instaurer des vignettes de stationnement universelles pour les préposésEs à domicile.
- **Coalition Services en péril** : Pilotée par la COPHAN, la Coalition rassemble des organismes de défense des droits des personnes en situation de handicap pour revendiquer de meilleurs soins et services. Nous avons donné notre avis lors de 4 rencontres orientées vers les relations avec Santé Québec et les impacts des récentes réformes pour les personnes en situation de handicap. Travailler avec la coalition nous a permis de coordonner une réponse stratégique entre organismes de défense des droits des personnes en situation de handicap pour faire front commun devant les actions de Santé Québec.
- **Coalition Riposte au Plan santé** : La Coalition Riposte au Plan Santé mène une campagne de sensibilisation contre la réforme de la santé du ministre Christian Dubé au Québec. Elle dénonce la privatisation accrue, la gestion par projet de loi 15, et réclame un réseau public fort et démocratique. Notre participation à la Coalition Riposte au Plan santé s'est traduite par 3 rencontres, permettant de suivre de près les transformations structurelles du réseau et de coordonner les stratégies de réponse du milieu communautaire. Notre présence a permis de mettre à l'agenda les enjeux que vivent les personnes en situation de handicap quant à la participation démocratique dans le réseau de la santé et des services sociaux.



## En concertation

- **Table d'accompagnement du Québec** : Pilotée par PIMO, la Table est une nouvelle instance qui s'est donnée pour mission de réfléchir et de concevoir une offre de services d'accompagnement en vue de répondre aux besoins d'accompagnement de la population montréalaise. Nous avons participé à 2 rencontres qui ont surtout été structurantes et exploratoires : présentation des principes de l'accompagnement et de l'assistance personnelle, discussion sur les actions collectives possibles et identification des axes de collaboration entre organisations présentes. Notre présence a permis d'élargir le concept d'accompagnement au-delà de l'accompagnement médical, alors que nous avons mis l'accent sur l'importance de l'assistance personnelle en milieu scolaire et de travail.
- **Collectif résilience de Transition en commun** : Le Collectif vise à renforcer le pouvoir d'agir citoyen et communautaire pour la résilience climatique des communautés et mettre en place les conditions pour que ces initiatives soient des leviers de transformation sociale. Ayant joint Transition en commun en mars 2026, nous avons pu participer à 1 seule rencontre du Collectif Résilience, dans laquelle nous tentons de développer des collaborations avec des acteurRICEs du milieu climatique et de participer à des espaces de co-construction de solutions. Notre présence permet de réitérer l'importance de construire des espaces de discussions dans lesquels les personnes concernées par les mesures sont impliquées activement, dans une perspective d'éducation populaire autonome.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

### Revendiquer un meilleur soutien à domicile, en quantité et en qualité, pour les personnes ayant une déficience motrice

Le soutien à domicile est au cœur de l'autonomie, de la dignité et de la participation sociale des personnes ayant une déficience motrice. Des coupures importantes et un sous-financement chronique fragilisent actuellement ces services essentiels, dont par une diminution des heures allouées au plan de services de plusieurs personnes en situation de handicap. Dans ce contexte, il est prioritaire de documenter de manière rigoureuse les impacts concrets de ces reculs, afin de rendre visibles leurs conséquences sur les conditions de vie. Parallèlement, il faut intensifier nos mobilisations en profitant du contexte électoral de 2026 et exiger un réinvestissement structurant. Cela passe également par un renforcement de notre présence médiatique et de nos stratégies de communication, incluant le militantisme en ligne, afin d'accroître la pression publique et politique. Enfin, la consolidation du travail de concertation avec nos partenaires permettra de porter des revendications communes plus fortes et cohérentes.

### Déployer une approche intersectionnelle et intégrée des enjeux de santé et services sociaux

Les enjeux en santé et services sociaux vécus par les personnes en situation de handicap ne peuvent être compris sans tenir compte des multiples formes d'oppression qui se croisent, notamment liées au genre, à l'origine, au revenu ou au statut social. Il est donc essentiel de renforcer une analyse intersectionnelle dans nos actions et revendications, afin de mieux refléter la diversité des réalités vécues et d'adapter nos argumentaires en conséquence. Cette approche doit également intégrer de manière plus systématique les impacts des changements climatiques sur la santé et les conditions de vie des personnes en situation de handicap, un angle encore trop peu considéré dans les politiques publiques. En développant une lecture plus globale et interconnectée des enjeux, nous serons mieux outilléEs pour influencer les décisions et promouvoir des solutions réellement équitables et inclusives pour toute personne en situation de handicap.



---

# Habitation

Une autre année de recul et de bris de service pour les personnes en situation de handicap en matière de droit au logement



## Programme d'adaptation de domicile

Déjà plus d'un an, il n'est plus possible de soumettre de nouvelles demandes au Programme d'adaptation de domicile (PAD)! Pendant ce temps, des centaines de personnes n'ont pas de solutions pour faire adapter leur domicile en fonction de leurs besoins. Malgré plus de 8000 signatures à la pétition à l'Assemblée nationale organisée par l'Ordre des ergothérapeutes du Québec et plus de 1040 lettres aux ministres concernés de la campagne d'Ex aequo, un maigre 30 millions est accordé au PAD cette année et seulement 7,5 millions pour l'année prochaine. Bien que la Société d'habitation du Québec (SHQ) ait annoncé l'intention de réadmettre les demandes au cours des prochaines semaines, nous attendons toujours que ce soit effectif.

Il est urgent que les personnes puissent à nouveau obtenir les adaptations dont elles ont besoin, en s'assurant d'un financement suffisant, récurrent et indexé des programmes ayant cet objectif, comme le PAD et AccèsLogis, que la CAQ a aboli en 2022.

Considérant le manque criant de logements réellement abordables, nous avons continué à militer pour davantage de financement du logement social et communautaire. Nous avons consacré beaucoup de temps à 2 projets majeurs : le projet de construction sur le site de l'ancien hippodrome Blue Bonnets, appelé le quartier Namur-Hippodrome, d'environ 10 000 logements hors marché, dont une grande partie de logements sociaux et communautaires et le projet sur le site de l'ancien garage de la STM d'environ 800 logements sociaux. Du financement pour les infrastructures provenant du gouvernement fédéral et de la Ville de Montréal a été annoncé pour le site de l'Hippodrome; nous espérons que les premiers projets puissent se réaliser prochainement. Le déménagement du garage de la STM sur le site Bellechasse, qui était prévu pour fin 2025, est retardé. Le Comité citoyen et communautaire est très actif pour maintenir et renforcer la mobilisation des citoyenNes du quartier pour y obtenir des logements sociaux et communautaires. Notre participation à ces projets est cruciale pour s'assurer que l'aménagement de ces secteurs et des immeubles qui y seront construits aient une bonne performance en matière d'accessibilité universelle.



## En matière d'habitation cette année, nos activités de défense des droits se sont concrétisées par :

- Participation au débat électoral organisé par la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) sur le thème de l'habitation et rencontre avec Luc Rabouin et Robert Baudry, candidats aux élections municipales. Il s'agissait de les interpeller sur les enjeux en habitation des personnes avec une déficience motrice.
- Présentation à l'Accompagnateur avec MÉMO-QC et Juripop sur le thème du droit au logement pour les personnes en situation de handicap, pour y sensibiliser entre autres les parents et les proches de telles personnes partout au Québec.
- Participation à la présentation de Réinventer Montréal sur le concours pour le projet d'habitation de Louvain Ouest, pour leur demander si la performance en matière d'accessibilité universelle fait partie des critères de sélection des projets.
- Participation à une assemblée publique de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour appuyer le projet de logements sociaux sur le site de l'ancien Hôpital chinois, qui est soutenu par l'Association des locataires de Villeray.
- Rencontre avec la Fédération des syndicats de l'action collective (FSAC) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour leur faire part des enjeux vécus par les personnes en situation de handicap, dans le but d'intégrer les solutions que nous proposons dans leur plateforme de revendications en matière d'habitation.

### En concertation

- Participation à 34 rencontres de divers comités pour le quartier Namur-Hippodrome – dont le comité Communauté du GALOPH, le comité Fiducie d'utilité sociale, le comité de mobilisation ainsi que des rencontres avec Société Logique et la firme d'architecture Rayside Labossière – pour y discuter de son développement et y mettre de l'avant l'importance dans ce projet d'une application exemplaire de l'accessibilité universelle.
- Participation au FRAPRU – dont son congrès, 4 assemblées générales, 7 rencontres des groupes de Montréal et 4 rencontres de la Coalition large contre le logement cher (COLOC) – pour revendiquer du financement public pour le logement social, l'enjeu au coeur de sa mission.
- Participations à 7 manifestations ou actions organisées par le FRAPRU ou le Collectif d'organismes pour la défense des droits des personnes en situation de handicap (CODDPSH) pour le droit au logement et à 1 manifestation pour le financement de logements sociaux sur le site Namur-hippodrome.

## En concertation

- Participation à 8 rencontres au Comité citoyen et communautaire Bellechasse dans le but de développer des logements sociaux et communautaires sur ce site. Nous avons aussi participé à un comité de travail dans le but d'élaborer un plan d'aménagement du site avec la firme d'architecture Rayside Labossière.
- Participation à 3 rencontres du comité de pilotage de Société Logique, pour mettre à jour nos revendications communes en matière d'habitation.
- Participation à 3 rencontres du Accessible Housing Network (AHN) et 3 rencontres de l'Accelerating Accessibility Coalition (AAC), 2 réseaux pancanadiens promouvant l'accessibilité universelle en Habitation, pour partager l'information et coordonner nos actions à l'échelle du Canada.
- Participation de 2 employés et plusieurs membres d'Ex aequo au Forum Habitation : enjeux et actions, organisé par MÉMO-Qc et le CODDPSH.



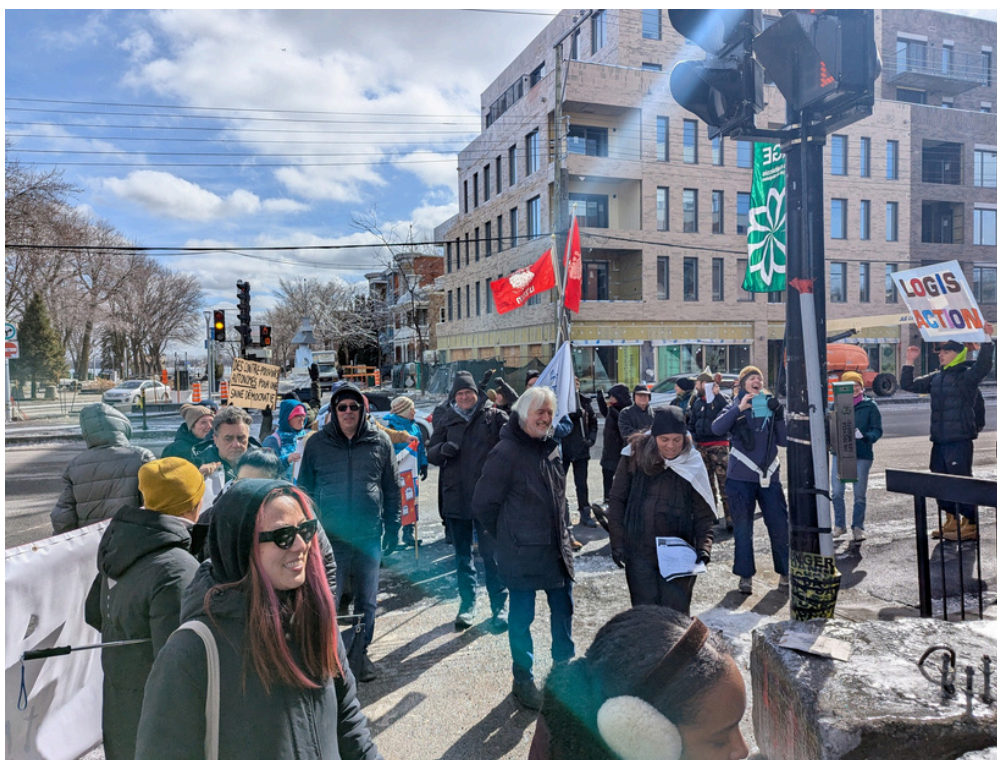
Martin Lalonde lors du sommet des locataires le 7 avril 2025.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

### Programme d'adaptation de domicile

Dans le cadre des élections provinciales, nous demanderons d'abord la réouverture du Programme d'adaptation de domicile (PAD) et une augmentation significative de son budget, récurrent et indexé, afin de répondre aux besoins réels de la population dans un délai raisonnable (maximum 12 mois). Nous demanderons également la remise en place de l'entente avec la Ville de Montréal dans le but de rouvrir le PAD - Montréal, qui était plus efficace, car plus flexible. Dans l'esprit de minimiser l'ampleur des demandes au PAD, nous demanderons que toute nouvelle construction résidentielle multilogement, en particulier celles subventionnées par des fonds publics, soit de conception universelle et que tous les logements soient entièrement accessibles, sans obstacle et facilement adaptables.

Nous continuerons à nous impliquer dans la planification et la mise en œuvre des grands projets de logements sociaux et communautaires ayant la volonté d'avoir une bonne performance en matière d'accessibilité universelle. Nous y ferons part de nos préoccupations en la matière et les conséquences des enjeux soulevés, dans l'objectif que des solutions soient trouvées en amont. Nous prendrons connaissance des solutions proposées pour nous assurer qu'elles sont convenables pour les personnes en situation de handicap, de pair avec nos membres.



# Vie municipale

## Élections municipales

La campagne électorale municipale a eu lieu à l'automne 2025. Durant cette période, peu d'actions sont mises en place au niveau municipal. Certains engagements ont été pris par des partis. Par exemple, les 2 principaux partis se sont engagés à mettre en place un système de vignette universelle pour les personnes en situation de handicap ou les préposéEs qui offrent du soutien à domicile. Cette mesure n'a pas encore été mise en place, mais les élus responsables de ce dossier ont réitéré, après les élections, que ce sera fait. Une nouvelle administration est en place à la Ville de Montréal, celle de la mairesse Soraya Martinez Ferrada d'Ensemble Montréal, mais il n'y a pas eu de changements dans plusieurs arrondissements sur le plan de la représentation politique.



## Gouvernance en accessibilité universelle et suivi du Plan d'action en accessibilité universelle 2024-2030

Lors de la création du Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et à la discrimination systémique, la Ville de Montréal ne souhaitait pas inclure la lutte au capacitisme dans les mandats du Bureau. On avait plutôt évoqué la création d'une entité séparée, ayant comme mandat de promouvoir l'accessibilité universelle et de lutter contre le capacitisme. Le Chantier en accessibilité universelle 2020-2024 a donc été mis sur pied. Une des recommandations était de mettre en place une structure de gouvernance en accessibilité universelle « solide, décisionnelle et concertée ». Malgré cette recommandation, la question de la gouvernance n'était toujours pas réglée à la fin de ce chantier sur l'AU. Bien qu'un Plan d'action en accessibilité universelle 2024-2030 ait été adopté, il n'a jamais été clairement établi qui à la Ville de Montréal en serait responsable. Finalement, la décision a été prise d'inclure la lutte au capacitisme dans le mandat du Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et à la discrimination systémique. Ce dernier deviendrait responsable de la mise en œuvre du Plan d'action AU 2024-2030. Que d'années d'attente pour que la solution choisie soit celle qui était proposée dès le départ par plusieurs organismes du milieu !

Cependant, à la suite des élections, la nouvelle administration Martinez Ferrada a pris la décision d'abolir le Bureau des commissaires. Nous retournons donc à la case départ. De plus, nous sommes toujours en attente de la mise en place d'un mécanisme de consultation des organismes œuvrant auprès des personnes en situation de handicap. Il sera donc primordial, au cours de la prochaine année, que nous obtenions des réponses à ces 2 questions : qui assurera la gouvernance en AU et garantira la mise en œuvre du Plan d'action en AU 2024-2030 et quels mécanismes de concertation seront mis en place ?



## En matière de vie municipale cette année, nos activités de défense des droits se sont concrétisées par :

- Rédaction d'une plateforme de revendications (une version longue et une version en langage simplifiée) dans le but de la transmettre aux différents partis politiques et au candidatEs aux élections municipales
- Présence à 3 conseil municipal et 2 conseil d'arrondissements, pour interpeller les éluEs quant à nos préoccupations, ainsi que sur la consultation menée par l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce en vue de l'élaboration de leur plan d'arrondissement en accessibilité universelle.
- Questions lors de la présentation des budgets de 3 Services de la Ville de Montréal lors des consultations menées par la Commission des finances, notamment pour dénoncer les coupes budgétaires à des programmes pour l'accessibilité universelle.
- Présence à 6 débats de candidatEs aux élections municipales, pour faire valoir les revendications que nos membres jugeaient importantes lors des élections municipales. Nous avons notamment contribué à l'organisation de 2 d'entre eux. Celui sur l'accessibilité universelle organisé par le Collectif AU, où des représentantEs de 4 partis étaient présentEs et celui sur l'environnement, organisé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE Montréal).
- Participation à 3 rencontres avec le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal pour discuter de différents enjeux, notamment le dossier « simplification et harmonisation des procédures pour obtenir un débarcadère pour passagers handicapés ».
- Participation à 5 rencontres avec des éluEs municipaux, pour discuter de différents enjeux, (comme le Plan d'action en accessibilité universelle, les débarcadères et le budget municipal ...).
- Rencontre avec la Commissaire à la lutte au racisme et à la discrimination systémique de la Ville de Montréal, Bochra Manai, pour discuter de la gouvernance à mettre en place en matière d'accessibilité universelle.

### En concertation

- Participation à 4 manifestations ou actions organisées par nos alliéEs, notamment la Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP), le Front régional d'action communautaire autonome de Montréal (FRACA) et le Collectif d'organismes pour la défense des droits des personnes en situation de handicap (CODDPSH), notamment pour exiger un financement suffisant du transport collectif sur le territoire montréalais.
- Participation à 11 rencontres du Collectif AU, dans les comités Orientation et Représentation, et aux Journées du Collectif AU, pour partager et coordonner nos actions en faveur de l'accessibilité universelle avec nos partenaires. Le Collectif AU réunit des organismes visant à promouvoir l'accessibilité universelle à l'échelle du Grand Montréal.



## En concertation

- Participation à 3 activités de « Prenons la Ville et les quartiers » où nous avons présenté Ex aequo et nos revendications aux autres groupes présents. Prenons la Ville rassemble des militantEs d'organisations montréalaises demandant une ville plus verte, avec des logements abordables et sociaux, et des rues sûres pour touTEs.
- Participation au Rendez-vous collectivités viables de Vivre en Ville, pour souligner les enjeux vécues par les personnes en situation de handicap. Vivre en Ville réunit les acteurs pour se concerter autour des nécessaires transformations du territoire et de nos milieux de vie urbains.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

### Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Alors que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) était responsable auparavant de la mise en œuvre du Plan d'action en accessibilité universelle, c'est le Bureau des commissaires qui devait s'en occuper dorénavant – mais l'administration Martinez Ferrada vient de l'abolir. Il n'y donc plus de responsable clair de cette mise en œuvre. Un canal de communication entre les organismes représentant les personnes en situation de handicap et la Ville doit être rétabli. C'est primordial pour faire part de nos préoccupations et suivre la mise en œuvre du Plan d'action 2024 - 2030, qui a pris des années à être établi. Nous suivrons particulièrement les démarches visant à simplifier et harmoniser les procédures visant à obtenir un « débarcadère pour passagers handicapés ».

### Promouvoir des actions pour améliorer l'accessibilité des commerces

Il y a eu des initiatives intéressantes au niveau de l'accessibilité des commerces au cours de la dernière année, qui mériteraient d'être déployées à plus grande échelle. L'arrondissement du Plateau Mont-Royal, en collaboration avec des organismes dont Promo Accès, a procédé à une évaluation de l'accessibilité des commerces des 4 plus grosses artères commerciales de l'arrondissement. Cette information fut ensuite intégrée à des plateformes tel que Access Now. Un projet pilote fut également mis en place, visant à fournir un accompagnement à des commerçants voulant améliorer leur accessibilité. Nous allons suivre l'évolution de ces projets et faire des représentations auprès des autres arrondissements et de la Ville de Montréal pour les encourager à s'en inspirer.



# Transport

## Des reculs inquiétants pour l'accessibilité et le transport adapté à Montréal



L'indifférence de la CAQ face au transport collectif se poursuit. Le réseau du métro de Montréal continue d'être seulement l'un des 4 au monde à être inaccessible aux personnes qui se déplacent en fauteuil roulant. Le gouvernement provincial refuse toujours d'accorder les 320 millions que demande la STM pour entamer la phase 3 de la construction des ascenseurs dans le métro. Pourtant, moins de la moitié des stations ont un ascenseur. Lors d'une rencontre avec le ministre Steven Guilbeault, celui-ci a montré une ouverture du gouvernement fédéral à soutenir cette mise en accessibilité. Cependant, une demande officielle de la Ville de Montréal à cet égard est nécessaire, qui se fait toujours attendre.

Aussi, nos membres expriment plusieurs inquiétudes et insatisfactions envers la qualité du service de transport adapté, lui aussi victime des coupes caquistes. Nous avons appris l'abolition du « Programme de subvention aux véhicules collectifs accessibles, volet 1 : Aide à l'acquisition ou à la transformation d'automobiles accessibles aux personnes se déplaçant en fauteuil roulant ». Celui-ci permettait de financer l'adaptation des véhicules de taxi voulant faire du transport adapté et les véhicules personnels des personnes en fauteuil roulant ; il n'accepte plus de nouvelles demandes depuis décembre. Nous avons aussi appris ce printemps que le gouvernement allait plafonner le nombre de déplacements qu'il financerait pour le TA au nombre de 2024. C'est malgré une augmentation constante de la demande et des déplacements depuis la fin de la pandémie. Nous craignons l'impact de ce gel sur la qualité du service ainsi qu'une remise en question possible du principe du « zéro refus » en fonction du motif de déplacement. Il s'agirait d'un recul majeur sur une norme de service reconnue depuis les années 2000. En arrière-plan de ces coupes, la fin du recours aux minibus et l'introduction d'un nouveau type de véhicules ont créé son lot d'insatisfactions parmi les personnes usagères. C'est sans parler de la mutualisation des services de transport adapté de Montréal, Laval, Longueuil et de ceux offerts par Exo, qui a soulevé elle aussi des craintes et qui n'est pas encore achevée.

L'année 2025-2026 a marqué une transition importante pour Ex aequo dans le dossier Transport. Notre ancienne directrice générale, qui portait le dossier depuis longtemps, a pris sa retraite l'été dernier. Nous avons entrepris les démarches pour trouver les ressources pour embaucher unE agentE de défense collective des droits au dossier, ce que nous avons pu faire en février. Dans l'intérim, notre ancienne directrice, avec le soutien de notre vice-président, a continué à représenter Ex aequo sur des instances importantes dans le dossier. Notre action cette année en matière de transport s'est donc faite surtout en concertation avec ces instances.



## En matière de transport cette année, nos activités de défense collective des droits se sont concrétisées par :

- Représentations auprès des administrations Plante et Martinez Ferrada pour que la Ville de Montréal présente une demande de soutien financier au gouvernement fédéral pour la mise en accessibilité du métro de la STM. Nous attendons toujours que la Ville présente cette demande. En dehors d'un possible soutien financier pour construire les ascenseurs dans le métro, l'intervention du gouvernement fédéral ferait pression sur le gouvernement du Québec pour qu'il finance aussi ces travaux.

### En concertation

- Rédaction au sein de la Table de concertation sur l'accessibilité universelle des transports collectifs de l'île de Montréal (Table transport) et envoi d'une lettre interpellant le gouvernement, en lien avec l'abolition du Programme de subvention aux véhicules collectifs accessibles, volet 1. Il s'agissait de connaître les intentions du gouvernement suivant l'interruption du programme et de faire pression sur celui-ci pour qu'il continue à offrir ce soutien financier. La Table transport est une instance de concertation en défense collective des droits luttant pour l'accessibilité universelle des transports en commun. De manière plus large, nous avons participé régulièrement aux rencontres de la Table pour y mettre de l'avant les besoins des personnes avec une déficience motrice.
- Organisation en collaboration avec le Conseil régional de l'environnement (CRE) de Montréal d'un débat lors des élections municipales sur la mobilité durable et accessible. Cela a été l'opportunité d'inclure des questions en lien avec les enjeux des personnes avec une déficience motrice et de sensibiliser à ceux-ci les partenaires impliqués dans l'organisation du débat. Le CRE est un organisme indépendant engagé dans la protection de l'environnement et contribuant à accélérer la transition socio-écologique sur l'île de Montréal.
- Participation, avec d'autres organismes de la Table transport, aux rencontres avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) en lien avec la mutualisation des services de transport adapté de la région métropolitaine. L'ARTM est une agence gouvernementale chargée de la planification, de l'organisation et du financement du transport collectif dans la région. Nous y avons insisté sur les normes de qualité de service à maintenir et relever lors de l'harmonisation de ces normes. Nous y avons aussi défendu l'importance que la nouvelle gouvernance des services ne soit pas confiée à une entreprise privée ; ce sera en fin de compte la STM qui l'assurera.
- Participation au comité consultatif Vision zéro, qui vise à réduire à zéro le nombre de décès et de blessures graves causés par une collision routière à Montréal d'ici 2040. Nous y mettons de l'avant les besoins des personnes avec une déficience motrice en ce qui a trait à circuler en toute sécurité. Nous y exigeons aussi que les aménagements urbains tiennent compte des besoins en accessibilité des personnes en situation de handicap et que la construction de nouvelles infrastructures de circulation ne se fasse pas au détriment de ces besoins.



## Nos priorités pour l'année 2026-2027

### Financement provincial du transport collectif

Dans le cadre des élections provinciales de 2026, nous devons poursuivre nos revendications pour un financement adéquat des mesures de transport collectif qui sont essentielles aux personnes avec une déficience motrice. Il s'agit tant de financer la construction des ascenseurs dans le métro de Montréal que de bien soutenir financièrement les services de transport adapté, ainsi que les chauffeurs de taxi qui aimeraient faire adapter leur véhicule pour offrir un tel service. En amont de l'élection, il faudra continuer d'interpeller les différents partis politiques pour les amener à s'engager en lien avec ces enjeux. Après l'élection, nous devons assurer le suivi avec le nouveau gouvernement pour qu'il agisse, et faire pression sur lui si nécessaire.

### Mutualisation des services de transport adapté

La mutualisation des différents services de transport adapté sur le territoire couvert par l'ARTM se poursuit. Ex aequo continuera de contribuer son expertise en la matière pour s'assurer que ce seront les meilleures normes de service parmi celles des transporteurs actuels qui prévaudront une fois le service mutualisé. La mutualisation peut être une opportunité de rehausser les normes de service sur l'ensemble du territoire, en particulier si ce sont les normes en vigueur à la STM qui sont étendues ailleurs, dans la plupart des cas. Nous avons été rassurés d'apprendre que la gouvernance du service mutualisé incombera à la STM, plutôt qu'à une entreprise privée. Nous continuerons de nous engager auprès des instances, avec lesquelles le dialogue est déjà bien établi, pour que les différentes ententes conclues pour mutualiser le service répondent réellement aux besoins des personnes en situation de handicap.



## Parentalité

Les obstacles rencontrés par les parents en situation de handicap sont nombreux. Les services adaptés à leur réalité sont rares et les situations de discrimination à leur rencontre sont courantes. Cette année, afin de défendre leurs droits, Ex aequo a priorisé les actions en lien avec l'utilisation du transport adapté avec de jeunes enfants, l'obtention de services de soutien à domicile pour les tâches parentales, les signalements et les interventions de la DPJ, ainsi que l'accessibilité architecturale des services de garde.



Un momentum se développe présentement dans le dossier de la DPJ. Grâce aux efforts de sensibilisation de la Table de concertation provinciale Parentalité et Handicap auprès de la CDPDJ, la Commission a mis sur pied un projet de recherche sur les expériences des parents en situation de handicap au sein de la DPJ. Ce projet mènera à la publication d'un rapport et de recommandations qui seront clés dans nos revendications auprès des parties prenantes. Nous avons également rencontré des représentants de l'ensemble des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale lors de rencontres dédiées à ce sujet ou dans le cadre de la rédaction de leurs plateformes électorales pour les élections à venir. Tous nous ont assuré vouloir faire avancer ce dossier et apporter des correctifs à la situation actuelle. Nous continuerons donc de collaborer avec le gouvernement, quel qu'il soit, après les prochaines élections, afin de faire évoluer les pratiques de la DPJ.

Au niveau du soutien à domicile pour les tâches parentales, nous avons connu plusieurs avancées cette année. En effet, le CIUSSS de Laval offre maintenant ce service, et les CIUSSS de la Montérégie-Est et du Saguenay nous ont confirmé travailler présentement à sa mise en place sur leur territoire. Ces avancées font en sorte que 10 des 22 CIUSSS et CISSS de la province offrent maintenant le service. Il reste donc du travail à accomplir afin de s'assurer que tous les parents du Québec y aient accès.

### Café-rencontre parents en situation de handicap

**Judi** 20 novembre 14h

**Vendredi** 21 novembre 18h

**Futur en chantier : des services  
de garde éducatifs à l'enfance  
pensés avec et pour les familles**

Centre Saint-Pierre, 1212 rue panet

#MA PLACE AU TRAVAIL

INM INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

AEQUO



## En matière de parentalité cette année, nos activités de défense des droits se sont concrétisées par :

- Tenue d'une série de présentation des résultats du projet de recherche sur l'utilisation du TA par des parents en situation de handicap, avec des enfants de 0-5 ans. Nous avons sensibilisées 7 organisations et grands regroupements, dont la STM et les membres de l'ARUTAQ. Il s'agissait de mettre de l'avant les besoins et les réalités de ces parents pour encourager des mesures tenant compte de ceux-ci.
- Tenue de rencontres de sensibilisation sur la discrimination vécue par les parents en situation de handicap avec les acteurs clés de la protection de l'enfance au Québec, dont la directrice nationale de la protection de la jeunesse et le ministre responsable des Services sociaux. Plusieurs des principes et approches que nous proposons ont été intégré à la nouvelle stratégie gouvernementale.
- Des rencontres avec les directions du SAD de plusieurs CISSS et CIUSSS afin de demander l'implémentation d'une offre de service en SAD pour les tâches parentales/familiales. Grâce à ces efforts, le CISSS de la Montérégie-Est et le CIUSSS du Saguenay, entre autres, ont mis en branle l'implantation de ce service.

### En concertation

- Poursuite de notre participation aux 2 projets de recherche dans lesquels nous étions déjà impliquéEs et nouvelle participation à un projet, afin de contribuer à l'avancement des connaissances sur les parents en situation de handicap. Nous avons également chapeauté la création de 2 autres projets de recherche. L'UQAM, l'UQTR et l'Université McGill sont, entre autres, des instances portant certains de ces projets.
- Coordination de la Table de concertation provinciale Parentalité et handicap, rassemblant 9 organismes communautaires travaillant avec des parents vivant différentes limitations ou déficiences. Pour l'année 2025-2026, les membres de la Table de concertation ont principalement travaillé sur l'enjeu des signalements à la DPJ effectués sous le motif de la situation de handicap. La mise sur pied, entre autres actions sur la question, d'un projet de recherche de la CDPDJ sur les pratiques discriminatoires de la DPJ découle des démarches de la Table.
- Participation à la Table de concertation pour l'inclusion en services de garde des enfants ayant besoin de soutien particulier (TISGM) et y faire valoir les enjeux et besoins des parents en situation de handicap.
- Participation au Comité usagers parents du RUTA afin de sensibiliser les organismes de transport adaptés du grand Montréal aux enjeux vécus par les parents en situation de handicap. C'est dans le but de promouvoir l'adoption de mesures répondant à leurs besoins.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

Propager l'offre de services de soutien à domicile pour les tâches parentales et familiales dans encore plus de régions du Québec. Puisque nous avons connu plusieurs avancées dans ce dossier lors de la dernière année, il est important que nous profitons du momentum afin de répandre ce service dans le plus de régions possible. Il faudra intensifier nos contacts avec les directions du SAD que nous n'avons pas encore rencontrées. Nous devons aussi assurer un suivi constant auprès des directions ayant promis le développement du service, mais ne l'ayant pas encore officialisé. Nous visons à ce que les promesses de l'année passée se concrétisent et à obtenir des engagements d'un nombre assez grand de CISSS et CIUSSS pour dépasser la barre des 50% de ceux-ci offrant le service.

Soutenir la CDPDJ dans le recrutement de parents pour son projet de recherche afin qu'un rapport officiel soit publié et puisse être utilisé afin de faire pression sur les parties prenantes de la protection de l'enfance au Québec. Ce rapport sera la pièce maîtresse de nos revendications auprès du gouvernement, des partis politiques et de la directrice nationale de la DPJ. Recruter un nombre suffisant de parents pour le projet en garantira la crédibilité, coupant l'herbe sous le pied aux acteurs qui nient l'existence ou l'ampleur du problème.



## Sécurité alimentaire

Au Québec, l'insécurité alimentaire atteint des records dans les dernières années alors que le coût de la vie explose. CertainEs QuébécoisEs sont cependant plus à risque d'avoir faim que d'autres : c'est le cas des personnes en situation de handicap. Le taux d'insécurité alimentaire chez les ménages lorsque le principal soutien économique a une incapacité est 3 fois plus élevé que lorsque ce dernier n'a pas d'incapacité (Statistique Canada, 2021). La présence de limitations fonctionnelles peut aussi rendre plus difficile pour ces personnes de se nourrir. Par exemple, à Montréal, 1 personne sur 5 qui rencontre des difficultés à marcher ou à monter les escaliers vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (Direction régionale de santé publique, 2024).



Malgré ces constats, aucune recherche en contexte québécois n'a déjà examiné les liens entre insécurité alimentaire et handicap. Ex aequo a souhaité renverser la tendance. Dans la dernière année, nos activités en sécurité alimentaire ont surtout porté sur la poursuite du projet de recherche « Les personnes en situation de handicap ont faim » que nous avons entrepris en 2024 et qui explore ces liens. Notre projet vise à documenter les causes systémiques de l'insécurité alimentaire chez les PSH. Il a aussi pour but de documenter les obstacles, les besoins et les facilitateurs que rencontrent ces personnes pour se nourrir dans leur routine alimentaire et dans leur recours à des ressources et des activités de sécurité alimentaire.

### En matière de sécurité alimentaire cette année, nos activités de défense des droits se sont concrétisées par :

- Rencontrer le comité de partenaires du projet « Les PSH ont faim » à 2 reprises afin d'orienter les étapes du projet et leur présenter l'état d'avancement du projet.
- Compléter la rédaction de la revue de la littérature du projet de recherche, afin de recenser les connaissances actuelles sur les causes systémiques de l'insécurité alimentaire des PSH. Cette recension des écrits met en évidence les multiples défis que rencontrent ces personnes en matière d'éducation, d'emploi, de revenus, d'habitation et de santé et qui influencent leur capacité à se nourrir.
- Réaliser des groupes de discussion et des entretiens individuels avec des PSH, afin de documenter les obstacles, les besoins et les facilitateurs qu'elles rencontrent pour se nourrir dans leur routine alimentaire et dans leur recours à des ressources et des activités de sécurité alimentaire.
- Tourner des capsules vidéo pour une campagne sur les réseaux sociaux d'Ex aequo qui a pour but de rendre visible les enjeux que rencontrent les PSH pour se nourrir.
- Participer à différents « pré-sommets » sur le droit à l'alimentation organisés par le Regroupement des cuisines collectives du Québec, afin de représenter les PSH dans le mouvement pour l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation.



## En concertation

- Participation à la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain. Celle-ci regroupe de nombreux organismes et coalitions œuvrant en sécurité alimentaire, défend le droit à une saine alimentation et revendique la reprise du pouvoir des citoyens sur leur alimentation. Nous y sommes pour mettre de l'avant les enjeux pour se nourrir des PSH et pour qu'elle inclue l'idée d'accessibilité universelle dans ses revendications. Nous avons pu y présenter les résultats de notre projet pour sensibiliser les acteurs en sécurité alimentaire présents sur l'importance de rendre accessibles leurs activités aux PSH.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

Diffuser et mobiliser les résultats de notre projet de recherche dans différents milieux, les liens entre handicap et insécurité alimentaire étant méconnus au Québec. Nous irons à la rencontre des milieux du handicap, de la recherche et de la sécurité alimentaire. Nous créerons des outils de diffusion et de vulgarisation de nos résultats pour les partager auprès du grand public.

Intervenir auprès d'instances clés afin qu'elles apportent des changements dans les services qu'elles proposent pour aider à la sécurité alimentaire des PSH. Nous interviendrons auprès du transport adapté et des directions de soutien à domicile pour que ces services publics soient mieux adaptés à la routine alimentaire des PSH et leur permettent de se nourrir plus facilement.

Défendre le droit des PSH à un revenu décent, afin que celles-ci puissent s'acheter de la nourriture en qualité et quantité suffisantes. Nous militerons avec le milieu de la lutte à la pauvreté et le milieu du droit à l'alimentation pour que les PSH puissent avoir suffisamment de revenus pour manger et que le gouvernement québécois adopte une loi-cadre pour le droit à l'alimentation.



# Jumeler et accompagner

## Le service Oxili au quotidien

Le service Oxili offre du jumelage entre les préposésEs à domicile inscritEs sur la liste de référence et les personnes ayant besoin de soutien à domicile qui souhaitent gérer elles-mêmes leurs services par le biais de l'allocation directe Chèque emploi-service (CES). Ces personnes, aussi appelées autogestionnaires, sont, entre autres, des adultes en situation de handicap, des familles avec enfant ayant des limitations fonctionnelles et des personnes en perte d'autonomie liée au vieillissement résidant sur l'île de Montréal.



Dans le cadre du CES, les autogestionnaires assument un rôle d'employeur. Elles ont la responsabilité: de trouver la ou les personnes qui offriront les services; d'organiser les tâches; de déterminer les moments où ces tâches seront offertes; de respecter les heures allouées selon le plan d'intervention du Centre local de services communautaires (CLSC); ainsi que de veiller au respect de leurs droits et obligations en tant qu'employeur. Le service Oxili a également pour mandat d'aider, de soutenir et d'outiller les autogestionnaires dans l'exercice de ce rôle. Les personnes préposées à domicile sont quant à elles soutenues dans leur intégration en milieu de travail ainsi que dans l'appropriation des connaissances liées à leurs droits. Ce service est offert en français et en anglais.

### Autogestionnaires

Le processus de jumelage se compose de diverses étapes:

- Transmettre de l'information sur le CES et sur le service Oxili.
- Procéder à l'ouverture du dossier en créant un profil pour l'autogestionnaire dans la plateforme numérique; ce profil comprend les renseignements personnels ainsi que les besoins de l'autogestionnaire.
- Effectuer les requêtes de jumelage et transmettre les résultats à l'autogestionnaire.
- Transmettre des outils de gestion et de documents informatifs.
- Accompagner l'autogestionnaire et lui proposer des solutions de rechange lorsqu'il est difficile de trouver l'aide recherchée parmi les personnes inscrites sur notre liste.
- Assurer des suivis réguliers auprès des autogestionnaires, le premier ayant généralement lieu une semaine après la transmission de la liste de référence, puis les suivants selon les besoins et l'évolution de la situation.
- Effectuer les mises à jour au dossier de l'autogestionnaire.





## Processus de sélection

Le processus de sélection des personnes proposées à domicile comprend plusieurs étapes, dont celles-ci:

- Évaluer les besoins à combler dans les territoires desservis.
- Sélectionner des candidatEs potentiELes.
- Contacter les candidatEs par téléphone afin de valider certaines informations, notamment le secteur recherché, de s'assurer de leur admissibilité et de bien leur faire comprendre les critères de qualification.
- Effectuer des entrevues en personne ou en visioconférence auprès des candidatEs ayant réussi l'étape précédente.
- Vérifier les antécédents judiciaires et les références professionnelles.
- Analyser le dossier de candidature; lorsqu'un document ou une information est manquant ou incomplet, la candidature n'est pas retenue.
- Lorsque la personne est sélectionnée, procéder à la création de son profil dans la plateforme numérique, soutenir son intégration au travail, veiller au respect de ses limites de compétences et l'informer de ses droits en tant que travailleuse.



Forum montréalais sur la proche aidance



## Bilan du service Oxili 2025-2026

### Instabilité dans le soutien à domicile et nouvelle politique de soutien à domicile : « Mieux chez soi »

Cela a encore été une année d'incertitude et de compressions pour le soutien à domicile au Québec, et le service Oxili n'a pas été épargné. L'année 2025-2026 a notamment été marquée par l'arrivée de la nouvelle politique « Mieux chez soi » et par le remplacement du chèque emploi-service par l'allocation autonomie à domicile (AAD). Toutefois, au-delà de ce changement de nom et de la hausse du salaire minimal pour les préposéEs à 21 \$ de l'heure, plusieurs enjeux demeurent les mêmes sur le terrain, quand il s'agit d'effectuer des jumelages. Le manque d'heures allouées, la rareté de la main-d'œuvre, la précarité des conditions de travail et les difficultés liées à l'organisation des services continuent d'affecter directement les personnes autogestionnaires, les personnes proches aidantes et les personnes préposées à domicile.

La nouvelle politique « Mieux chez soi » a été présentée comme une réforme importante. Or, dans les faits, elle ne répond pas au principal problème vécu sur le terrain : le manque d'heures réellement accordées pour répondre aux besoins des personnes. De plus, bien qu'elle mette beaucoup d'emphasis sur les personnes proches aidantes, elle laisse davantage dans l'ombre les personnes en situation de handicap qui gèrent elles-mêmes leurs services, souvent au prix d'un épuisement mental considérable. Rappelons que la mission d'origine d'Oxili était d'aider ces dernières à trouver leurs propres préposéEs de soutien à domicile.

Parallèlement, dans le cadre du travail d'écoute et d'accompagnement d'Oxili, plusieurs personnes nous ont témoigné, au cours de l'année, d'importantes coupures dans le nombre d'heures accordées, d'un épuisement grandissant des personnes autogestionnaires et de leurs proches, ainsi que d'un accès de plus en plus difficile à l'AAD dans certains CLSC. Dans certaines situations, il ne s'agissait pas seulement d'une réduction des heures, mais d'une difficulté extrême à obtenir l'AAD comme modalité de soutien à domicile. Ces constats proviennent d'appels, de demandes d'aide et de témoignages reçus au fil de l'année par le service Oxili.

Leurs conséquences sont bien réelles. Des personnes n'ont plus suffisamment d'aide pour se lever, se laver, manger, faire les courses ou prendre soin de leur environnement. Occuper une place participative dans la société dans ces conditions est de plus en plus ardu. Un nombre croissant de personnes dans cette situation finissent même par envisager l'entrée en CHSLD, alors qu'un soutien à domicile public, stable et adéquat coûterait moins cher humainement et à l'État, en plus de permettre un respect de l'autonomie des personnes.



## Bilan du service Oxili 2025-2026 (suite)

### Instabilité dans le soutien à domicile et nouvelle politique de soutien à domicile : « Mieux chez soi »

Dans ce contexte, le service Oxili a continué de recevoir des demandes et des pressions venant de certainEs intervenantEs de CLSC. En outre, il a été constaté que certainEs intervenantEs en CLSC vont jusqu'à sélectionner eux-mêmes des personnes préposées pour combler des demandes relevant de l'AAD. Ce fait demeure inacceptable. Il n'appartient pas au CLSC de jumeler les autogestionnaires avec des employéEs, afin de rendre possibles des blocs de services autrement trop courts et de rentabiliser les déplacements. D'autant plus que les critères ne fonctionnent pas nécessairement tous ensemble : la langue, l'horaire souhaité, le type de limitation, la nature des tâches, les préférences de la personne et le lien de confiance requis. Mais c'est surtout dénaturer la raison d'être des programmes d'allocation directe – CES ou AAD – en soutien à domicile: de permettre aux personnes de choisir qui seront leurs aides et d'organiser elles-mêmes les services selon leurs besoins.

Encore cette année, Oxili a tenu, des rencontres Espaces CES. La rencontre destinée aux autogestionnaires a d'ailleurs été si porteuse qu'elle a dû être déployée en 2 temps. Une première rencontre pour nommer les problèmes et défis, partager les réalités vécues et répondre aux questions. Puis une seconde rencontre pour réfléchir collectivement aux solutions. Enfin, le service Oxili, en partenariat avec Ex aequo, est sur le point de mettre sur pied un groupe de soutien destiné aux membres d'Ex aequo et aux autogestionnaires d'Oxili. Car nous avons constaté à quel point plusieurs personnes avaient besoin de partager leur vécu avec d'autres vivant des réalités semblables.

### Développement du site Web pour le service Oxili

La réflexion s'est poursuivie, tout au long du projet, afin de répondre efficacement à la demande et de mieux soutenir toutes les personnes utilisatrices du service Oxili –autogestionnaires ou proches aidantEs, préposéEs, candidatEs, intervenantEs ou toute autre personne – pour le soutien à domicile par la modalité de l'AAD .

L'élaboration du site Web s'est poursuivie avec la collaboration du responsable des communications d'Ex aequo. De nombreux échanges et ajustements ont eu lieu au cours de l'année afin de peaufiner certains éléments visuels du site, et contenus. Une part importante du travail a aussi porté sur la révision des textes en français et la traduction complète en anglais.

À ce jour, le site est à un stade très avancé de finalisation. Les derniers ajustements relèvent désormais directement de l'équipe d'Oxili avant la mise en ligne.



## **Le service Oxili au quotidien c'est :**

- 1206 autogestionnaires dont 67 nouveaux et nouvelles en 2025-2026, comparativement à 155 l'an passé;
- 104 préposéEs actifs et actives ainsi que temporairement inactifs et inactives, comparativement à 117 préposéEs;
- 2 personnes coordonnatrices œuvrant à temps plein pour soutenir les autogestionnaires et les préposéEs.

## **En concertation**

### **Avec le milieu communautaire**

Au cours de la dernière année, le service Oxili a surtout participé à des échanges de concertation par l'entremise d'Ex aequo dans le cadre de l'Alliance sectorielle.

### **Alliance sectorielle**

Une rencontre du comité de l'Alliance sectorielle a eu lieu le 29 avril 2025, en mode bimodal. Le service Oxili y a participé pour contribuer son expertise sur les conditions des travailleuses et travailleurs au CES. Les échanges ont notamment porté sur les coupures dans les services de soutien à domicile, sur la politique à venir en soutien à domicile ainsi que sur différentes pistes d'action sectorielle.

Dans la foulée de cette concertation, le service Oxili a également été lié aux travaux d'un comité temporaire sur les vignettes de stationnement dans l'aide à domicile, un enjeu directement lié aux réalités vécues par les personnes préposées et les personnes usagères. Des rencontres ont eu lieu les 18 août et 15 septembre 2025. Ce travail a contribué à faire avancer une demande commune autour de l'accès à des vignettes de stationnement pour les travailleuses offrant des services d'aide et de répit à domicile.



## Nos priorités pour l'année 2026-2027

### Finaliser et lancer le site Web du service Oxili

Au cours de l'année 2026-2027, le service Oxili prévoit finaliser les derniers ajustements liés à son site Web et en effectuer la mise en ligne. La version anglophone étant maintenant presque complétée.

Le site Web devra ensuite être nourri de manière continue avec les dernières actualités, le calendrier des activités, des outils pertinents, des témoignages et diverses informations en lien avec le soutien à domicile, particulièrement sous l'angle de l'AAD, afin d'informer et de soutenir toutes les personnes concernées par ces questions.

### Développer la présence du service Oxili sur Facebook

Le service Oxili prévoit également lancer une page Facebook en même temps que celle de son site Web. Cette page permettra d'accroître la visibilité du service, de rejoindre un public plus large et de diversifier les moyens par lesquels les personnes peuvent découvrir Oxili, obtenir de l'information utile et demeurer informées des actualités liées au soutien à domicile et à l'AAD.

Le service Oxili souhaite utiliser cette page pour partager, de façon régulière, des nouvelles, des outils, des rappels d'activités, des informations utiles sur l'AAD, ainsi que différents contenus pertinents en lien avec le soutien à domicile et les droits des personnes concernées.

### Politique sur la prévention du harcèlement discriminatoire, psychologique et sexuel au travail

Le travail amorcé autour de cette priorité a évolué vers la rédaction d'une politique sur la prévention du harcèlement discriminatoire, psychologique et sexuel au travail, au lieu d'un feuillet explicatif. Cette politique est actuellement en cours d'élaboration. Au cours de l'année 2026-2027, le service Oxili prévoit en terminer la rédaction, la faire adopter par les personnes et instances concernées, puis la diffuser à l'ensemble de ses usagers, usagères et préposéEs à domicile.



## Communiquer

Pour un organisme qui se consacre à la promotion et à la défense des droits, la circulation et la vulgarisation de l'information sont cruciales, tant à l'interne qu'à l'externe. Nos outils de communication servent non seulement à bien coordonner les actions mises en place par les militants, les militantes et les employéEs, mais aussi à faire connaître nos revendications au grand public et aux instances gouvernementales. Il est également nécessaire de mettre en place des outils qui sauront faire en sorte d'attirer de nouveaux et de nouvelles membres, dans le but d'agrandir la communauté d'Ex aequo.



## Nos activités de communication en chiffres

- Une communauté facebook de **2850** abonnés;
- **11** apparitions dans les journaux;
- **3** apparitions à la télévision;
- **4** apparitions à la radio;





## Faire connaître Ex aequo et ses activités

### Nos communications à l'intention des membres

Cette année, nous avons poursuivi l'ouverture de notre infolettre au grand public, fidèle à notre volonté d'élargir notre portée et de renforcer la mobilisation autour des enjeux défendus par Ex aequo. En parallèle, nous avons mis en place des infolettres personnalisées destinées aux membres lorsque des communications plus ciblées s'avéraient nécessaires. Cette approche nous permet à la fois de rejoindre un vaste auditoire grâce à notre plateforme en ligne et de maintenir un lien plus direct et privilégié avec nos membres. Cette année, nous avons opter pour *MailerLite* comme système d'envoi de courriel massif. Ce changement nous permet de sauver sur les coûts chaque mois.

Au-delà de l'infolettre, le téléphone demeure chez Ex aequo l'outil de mobilisation le plus apprécié. Un appel personnalisé de notre agente de mobilisation reste l'un des moyens les plus efficaces pour encourager les membres à participer à nos activités de défense collective des droits.

- Nos **28** infolettres, ont obtenu un taux de lecture moyen de **55,1%**; légère augmentation en comparaison à l'année dernière. L'an dernier, le taux de lecture était de **54,4%**.

**EA AEQUO**  
Pour une égalité sans détour

**Infolettre du 26 mars**

**Comité(s)**

**Comité Sécurité alimentaire / Santé et services sociaux**

**Comité conjoint Sécurité alimentaire / Santé et service sociaux**



## Faire entendre nos revendications

Notre travail pour l'inclusion sociale signifie aussi de porter la voix des membres dans l'espace public. Pour ce faire, les réseaux sociaux et les interventions médiatiques demeurent nos outils d'interventions privilégiés. Nous utilisons les réseaux sociaux afin d'avoir une plus grande visibilité et de partager nos bons coups. Grâce à l'utilisation hebdomadaire de nos réseaux sociaux, nous avons réussi à obtenir des contacts avec des éluEs via des publications.

Cette année, nous avons aussi mis l'emphase les communications avec nos membres afin d'en tirer leurs avis sur plusieurs questions importantes, comme le déneigement, par le biais d'un sondage.

Un bon moyen de faire connaître les luttes d'Ex aequo est par sa représentation à l'extérieur. Pour cette raison, les agents de défense collective des droits se sont mobiliser aux conseils municipaux. Celui-ci étant filmé par la Ville de Montréal, nous en avons profité pour mettre de l'avant la période de questions, ce qui a suscité l'intérêt de plusieurs journalistes.

Nous avons créé une vidéo du discours de Sarah Dubuc, agente de défense collective des droits au dossier Santé et service sociaux ; un discours motivant qui met de l'avant les revendications d'Ex aequo.



Sarah Dubuc à Ottawa pour dénoncer les coupures dans les services et soins de santé qui affectent les personnes en situation de handicap.



## Faire entendre nos revendications (suite)

Enfin, Ex aequo a poursuivi avec force sa campagne « La CAQ m'handicape » afin de dénoncer les impacts des décisions gouvernementales sur les droits et les conditions de vie des personnes en situation de handicap. Alors que la crise du logement accessible s'aggravait, la fermeture officielle du Programme d'adaptation de domicile (PAD) à Montréal a marqué un recul majeur : depuis le 1er avril 2025, aucune nouvelle demande ne peut être acceptée, laissant des milliers de personnes sans soutien pour adapter leur logement à leurs besoins.

Face à cette situation inacceptable, nous avons inondé l'espace public avec une campagne d'affichage visible et mobilisatrice déployée dans plusieurs quartiers de Montréal, grâce à la collaboration de Publicité Sauvage. Cette initiative visait à sensibiliser la population, à maintenir la pression politique et à donner une voix aux personnes directement touchées par ces coupures et blocages administratifs du gouvernement actuel (CAQ).

La campagne a également suscité une importante mobilisation citoyenne sur les réseaux sociaux. Le public était invité à se photographier devant les affiches et à partager les images avec le mot-clic #LaCAQmhandicape, contribuant ainsi à amplifier le message et à revendiquer un Québec plus juste, accessible et inclusif pour toutes et tous.





## Développement de visuels à l'interne

Au cours de la dernière année, nous avons choisi de continuer avec les visuels de la campagne « La CAQ m'handicape ». Nous avons été en mesure de découler ces visuels sur plusieurs de nos activités, comme les causeries annuelles et les causeries festives. Ex aequo a invité ses membres à une causerie spéciale sous le thème « La CAQ m'fait pas d'cadeaux », parce qu'avec la montée de l'extrême droite au Québec et les décisions politiques qui menacent nos droits, il est plus important que jamais de se rassembler, de discuter et de s'organiser.

**LA CAQ M'HANDICAPE**

**Causerie festive : « La CAQ m'fait pas d'cadeaux »**

- Quand ? 3 décembre 2025, à partir de 12h30
- Où ? MAI (Montréal, arts interculturels), 3680 Jeanne-Mance, H2X 2K5
- Nous voulons entendre nos militantEs et ensuite souper avec vous !

C'est pour votre bien !

Pas de cadeaux cette année et ni l'autre d'après !

## Développement de capsules vidéos avec les membres

Au cours du mois de mars, Ex aequo a également entrepris la production d'une série de capsules vidéo portant sur les enjeux de sécurité alimentaire vécus par les personnes en situation de handicap. Réalisées dans une perspective de sensibilisation et de mobilisation, ces capsules mettent de l'avant des témoignages et des réflexions qui viendront enrichir la diffusion de notre prochain rapport de recherche sur le sujet. Bien qu'elles ne soient pas encore accessibles au grand public, nous travaillons actuellement à finaliser le montage ainsi qu'à élaborer une stratégie de diffusion afin d'assurer un lancement cohérent et porteur, en lien avec nos actions de défense collective des droits.

est allé à la  
rencontre de ses  
membres pour  
mieux  
comprendre  
leurs enjeux liés  
à l'insécurité  
alimentaire.





## Ex aequo sur les réseaux sociaux

L'organisme utilise principalement Facebook pour faire connaître ses revendications, et Instagram pour mettre en valeur ses membres en action. Facebook demeure notre plateforme la plus efficace pour rejoindre nos membres, nos organismes alliés ainsi que d'autres sympathisantEs à notre cause. Nous y publions du contenu lié à l'actualité, à nos revendications, à nos prises de position, et nous l'utilisons pour annoncer des actions de mobilisation, partager de l'information utile au quotidien des personnes en situation de handicap, et entretenir un dialogue avec notre réseau. Nos membres et alliéEs jouent également un rôle important dans la diffusion de ces contenus, en les relayant à leur tour. Un échange que nous soutenons activement.

Au cours des dernières années, la plateforme X a connu plusieurs changements qui soulèvent des préoccupations importantes en matière de modération, d'inclusion et de qualité des échanges publics. Considérant que ces orientations ne s'alignent plus avec les valeurs portées par Ex aequo, l'organisme a choisi de réduire sa présence et ses activités sur cette plateforme, en privilégiant des espaces numériques davantage cohérents avec sa mission et ses principes.

Notre compte Instagram, quant à lui, est avant tout un espace visuel. Nous y partageons des photos d'événements et des témoignages, dans une optique de valorisation et de mise en lumière des expériences vécues. Un travail de constance est de mise pour raviver notre page sur cette plateforme numérique.

Nous disposons également d'une chaîne YouTube, qui nous permet de diffuser des vidéos que nous relayons ensuite via notre site internet ou dans nos infolettres. Nous l'avons utilisé avec les apparitions de nos membres et employés lors de conseils municipaux. L'utilisation de ce médium sera encore plus pertinente durant l'année 2026-2027, avec l'arrivée des capsules vidéo.

À la suite d'une réflexion collective, l'équipe a choisi de poursuivre ses activités sur Facebook afin de conserver un canal de communication privilégié avec sa communauté et d'assurer la diffusion continue de ses actions et revendications.



Visuel développé pour une offre d'emploi.



## Nos 5 publications les plus populaires :

### Facebook

- Le 6 janvier 2026, nous avons partagé l'article d'Étienne Perreault à Radio-Canada « Difficile de trouver un logement adapté pour ceux en situation de handicap ». Cette publication a suscité 214 interactions, 11 commentaires et 47 partages.

[Voir la publication](#)

- Le 9 avril 2025, nous partageons un communiqué de la SQDI : La fin de la gratuité des services d'aide à domicile : une rupture du contrat social et une trahison envers les personnes en situation de handicap. Cette publication a suscité 390 interactions, 8 commentaires et 83 partages.

[Voir la publication](#)

- Le 30 janvier 2026, nous lançons un communiqué en lien avec la nouvelle politique. Cette publication a suscité 133 interactions, 6 commentaires et 36 partages.

[Voir la publication](#)

- Le 15 mai 2025, nous partageons un retour en image sur la manifestation du 14 mai « La mort de l'autonomie » Cette publication a suscité 220 interactions, 2 commentaires et 33 partages.

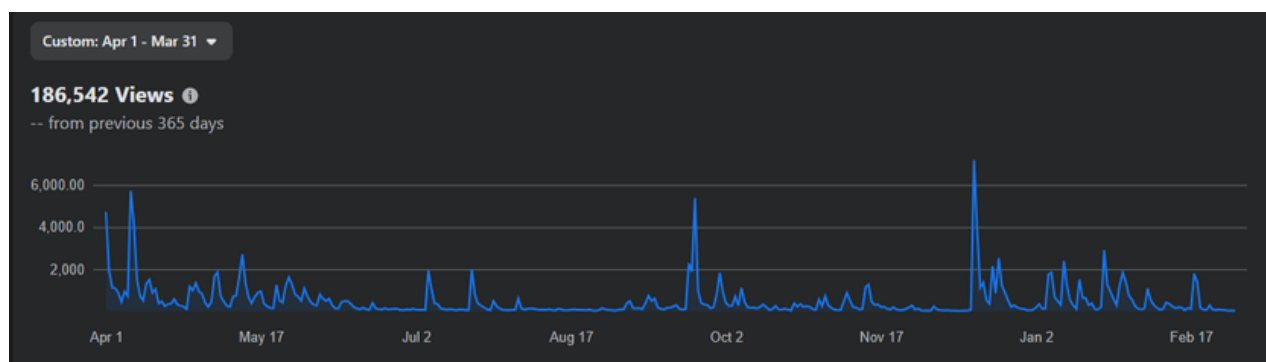
[Voir la publication](#)

- Le 17 février 2026, nous faisons un retour sur notre visite au conseil municipal de la Ville de Montréal afin de faire entendre nos préoccupations concernant, entre autre, les coupures budgétaires en accessibilité universelle annoncées de manière inattendue.. Cette publication a suscité 138 interactions, 7 commentaires et 10 partages.

[Voir la publication](#)

## Le nombre de vues durant l'année sur notre page Facebook :

La page facebook d'Ex aequo a obtenue plus de 186,542 vues durant l'année.





## Ex aequo dans les médias

Nos communiqués de presse, nos lettres ouvertes et nos mémoires :

En 2025-2026, nous avons publié 2 communiqués de presse. Le premier s'intitule « La suspension des nouvelles demandes d'inscription au Programme d'adaptation de domicile : une décision cruelle et insensée ». Ce communiqué a été rédigé par Martin Lalonde, en réponse à un article dans La Presse qui faisait mention de la décision de la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, de mettre un terme au PAD (Programme d'adaptation de domicile).

Le deuxième communiqué de presse était en lien avec la nouvelle politique de soutien à domicile. Il s'intitule « Aucune reconnaissance des personnes ayant une déficience motrice dans l'annonce de la nouvelle politique de soutien à domicile ». Ce communiqué a été rédigé par Sarah Dubuc. Une citation de Christiane Forget y apparaît également.

Ex aequo a aussi publié 2 mémoires le 24 novembre 2025. Le premier sur le projet de loi n° 7 visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires, « Protéger le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome et le financement de la défense collective des droits, notamment des personnes avec une déficience motrice ». Le deuxième sur le Projet de loi n° 1 : une offensive législative antidémocratique et autoritariste, « Le projet de Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec est illégitime et doit être retiré ».

## Nos interventions médiatiques

La liste complète de nos interventions médiatiques peut être consultée dans une section réservée à cet effet sur notre site Internet et sur notre page [Linktree](#). Nous avons été cités à 17 occasions par des journalistes, que ce soit dans la presse écrite, à la télévision ou à la radio. La même tendance que l'année dernière. Il était notamment question de santé, de logement, d'accessibilité universelle et aussi de parentalité.



Christiane Forget lors d'une entrevue avec CBC News.

Pour chaque problématique jumelée à nos dossiers, nous faisons des démarches auprès des journalistes dans le but d'obtenir une couverture médiatique. Une liste de contacts est mise à jour chaque année.

## Nos priorités pour l'année 2026-2027

Au cours de l'année 2025–2026, nous avons poursuivi le développement de notre stratégie de communication en accordant une place grandissante au contenu visuel et à la mise en valeur de nos actions collectives. Pour l'année 2026–2027, nous souhaitons assurer la continuité de cette démarche en intensifiant la production de matériel vidéo, notamment par la diffusion de nouvelles capsules vidéo thématiques et la création accrue de montages mettant en lumière nos mobilisations, nos activités et les enjeux portés par Ex aequo. Cette orientation vise à rendre nos contenus encore plus accessibles, dynamiques et engageants, tout en renforçant notre capacité à sensibiliser, informer et mobiliser un public diversifié à travers nos différentes plateformes numériques.

### Optimiser notre utilisation des réseaux sociaux

Pour l'année 2026–2027, les réseaux sociaux continueront d'occuper une place importante dans notre stratégie de communication et de mobilisation. Facebook, Instagram et YouTube demeureront au cœur de nos efforts de diffusion, notamment afin de mettre en valeur nos contenus vidéo, nos capsules thématiques ainsi que les montages réalisés autour de nos actions et activités. À noter que Youtube n'avait pas été utilisé l'année dernière. Avec la venue des capsules vidéo sur les questions d'insécurité alimentaire et de soutien à domicile, cette plateforme numérique nous sera bien utile. La visibilité obtenue sur nos différentes plateformes au cours de la dernière année confirme la pertinence de poursuivre une présence active et soutenue auprès de nos membres, alliéEs et du grand public.

Tout comme l'année dernière, nous souhaitons poursuivre notre réflexion quant à l'utilisation de certaines plateformes dont la portée et l'engagement répondent moins à nos besoins. Cette démarche nous amènera à continuer d'explorer des alternatives numériques plus cohérentes avec nos valeurs d'accessibilité, de participation et de diffusion éthique de l'information.

Par ailleurs, le travail amorcé autour d'outils complémentaires comme Linktree se poursuivra afin de faciliter l'accès à nos contenus et de centraliser l'information diffusée sur nos différentes plateformes. Cette approche nous permettra de maintenir des communications claires, accessibles et adaptées aux réalités changeantes des médias sociaux.

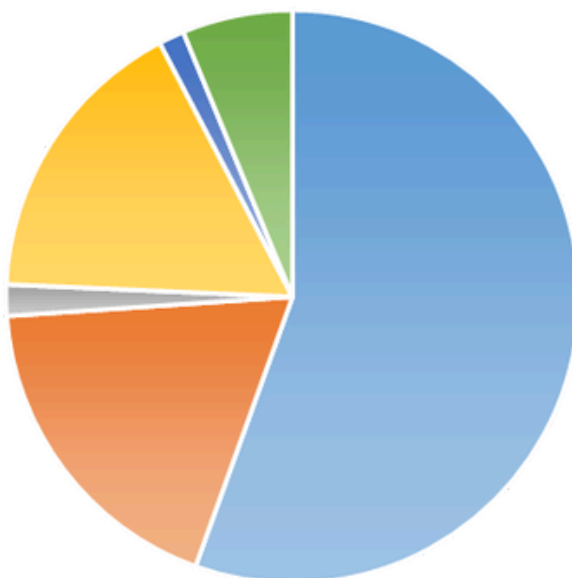


## Administrer

Fidèles à notre engagement de maintenir nos dossiers de défense collective des droits, une gestion saine et efficace de nos finances est importante. Bien que l'année ait été marquée par d'importants défis financiers, la diversité de nos subventions et dons nous ont permis de mener à bien nos missions. Toutefois, nous tenons à souligner que ces financements demeurent largement insuffisants et ne reflètent ni l'ampleur réelle de nos besoins, ni la réalité économique actuelle, faute d'une indexation adéquate au coût de la vie.

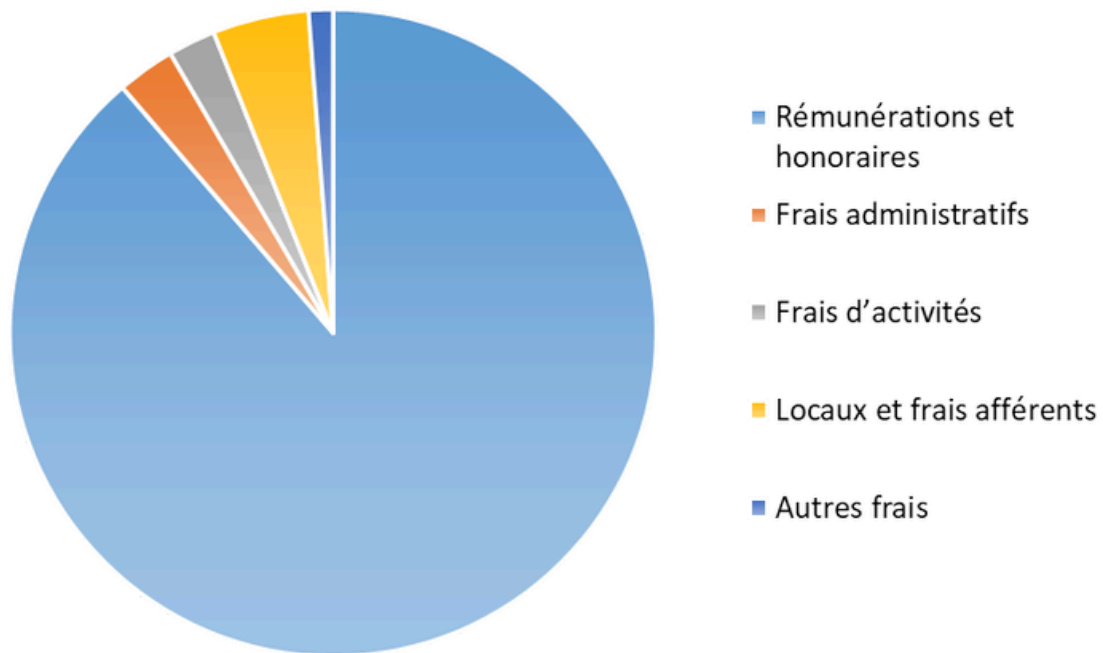


### Des ressources au service de la mission



- Subvention en lien avec la mission
- Subventions en lien avec la prestation d'un service
- Subventions en lien avec les ressources humaines
- Financement en lien avec des projets
- Activité d'autofinancement
- Autres

Subventions en lien avec la mission	374 657 \$
Subventions en lien avec la prestation d'un service	124 362 \$
Subventions en lien avec les ressources humaines	11 887 \$
Financement en lien avec des projets	112 283 \$
Activité d'autofinancement	9 727 \$
Autres	42 092 \$
<b>Total</b>	<b>675 008\$</b>



Rémunérations et honoraires	613 116 \$
Frais administratifs	20 040 \$
Frais d'activités	16 400 \$
Locaux et frais afférents	33 248 \$
Autres	8 450 \$
<b>Total</b>	<b>691 199 \$</b>

## Autofinancement, projets et faits saillants sur les revenus

Dans le cadre du 45<sup>ème</sup> anniversaire d'Ex aequo, nous avons reçu un soutien financier non récurrent de 35 000 \$ de la Fondation Mirella & Lino Saputo. Cette contribution arrive au moment opportun car elle nous a permis de compenser certains déficits et d'embaucher une nouvelle ressource dédiée au dossier du transport.

De plus, la participation active de nos employéEs à divers ateliers et formations a généré des revenus de 9 727 \$ au cours de l'année.

Cette année, nous avons amassé 2 100 \$ dans le cadre de notre activité d'autofinancement. Comme d'habitude, ce montant provient des budgets discrétionnaires de députéEs et de ministres. Pour l'année 2026-2027, nous envisageons d'explorer de nouvelles perspectives afin d'augmenter les dons recueillis.



Nous avons également reçu la confirmation du renouvellement de la subvention du SACAIS de 2026 à 2028. Toutefois, le rehaussement prévu est limité à 500 \$ par année, ce qui reste insuffisant. Comme mentionné précédemment, nous poursuivons nos réclamations afin d'obtenir une indexation des subventions qui reflète adéquatement l'évolution de nos obligations et nos coûts.

Dans le cadre de la pérennité de nos projets, l'appui financier de la Fondation Mirella & Lino Saputo se poursuit. La phase 2 du projet Parentalité chez les personnes en situation de handicap progresse de manière soutenue, et nous anticipons la réception d'un dernier versement de 60 000 \$ au cours de l'année 2026-2027. En ce qui concerne le second projet portant sur l'insécurité alimentaire chez les personnes en situation de handicap, la phase 1 est maintenant complétée et un rapport de résultats a été déposé. Une demande de financement pour la phase 2 a été soumise, et nous espérons obtenir une réponse favorable prochainement.



## Un conseil d'administration consciencieux et déterminé

En 2025-2026, il y a eu 10 séances du conseil d'administration. Le conseil a continué à assurer une transition bien planifiée à une nouvelle direction générale, en accueillant Hugo – le nouveau directeur – en mai, en soutenant son intégration et en assurant un suivi du plan d'action qu'il a présenté en novembre. Le conseil a confirmé Hugo dans ses fonctions en février, à la fin d'une période d'essai réussie.

Le conseil s'est impliqué dans plusieurs démarches de financement, dont le but est de pérenniser la mobilisation autour du dossier Transport à Ex aequo. En ce sens, le conseil a appuyé des demandes présentées à la Fondation Mirella et Lino Saputo, la Fondation Béati et la Fondation du Grand Montréal. La somme obtenue de la Fondation Saputo pour les 45 ans d'Ex aequo a permis l'embauche à temps partiel de notre nouvelle ADCD Transport. Nous espérons qu'une réponse positive à au moins l'une des 2 autres demandes nous permette de poursuivre le financement du poste et même de le rendre à temps complet.

Le conseil a aussi eu l'opportunité de suivre la formation O2, financée par Centraide, sur les rôles et responsabilités des membres d'un conseil d'administration.

### Voici quelques-unes des décisions importantes prises par le conseil cette année :

- Adoption des contrats de travail du nouveau directeur général et de services professionnels pour garantir un soutien lors de la transition à la direction, aux finances et au dossier Transport.
- Autorisation du dépôt d'une demande de financement à la Fondation familiale Trottier pour un projet de concertation du milieu des personnes en situation de handicap avec des groupes écologistes pour une action anticapacitiste face à la crise climatique.
- Autorisation du dépôt des demandes de financement à 3 fondations en lien avec l'embauche d'une ADCD au dossier Transport.
- Adoption du plan d'action de la direction générale.
- Autorisation des diverses démarches administratives pour pouvoir commencer à recueillir des dons par l'entremise du site web d'Ex aequo.

## Un petit retour en image de l'année 2025-2026!



**Pour une égalité sans détour !**